

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2003 — 1147

[C — 2003/15043]

21 FEVRIER 2003. — Loi portant assentiment aux actes internationaux suivants :

1° Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du protocole financier de l'accord de partenariat entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres, signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, et Annexe;

2° Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, et Annexe,

faits à Bruxelles le 18 septembre 2000 (1) (2)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du protocole financier de l'accord de partenariat entre les états d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses états membres, signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, et Annexe, faits à Bruxelles, le 18 septembre 2000, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 3. L'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, et Annexe, faits à Bruxelles le 18 septembre 2000, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHEL

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PIQUE

La Ministre, adjointe au Ministre des Affaires étrangères,
Mme A. NEYTS-UYTTEBROECK

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,
adjoint au Ministre des Affaires étrangères,
E. BOUTMANS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2003 — 1147

[C — 2003/15043]

21 FEBRUARI 2003. — Wet houdende instemming met de volgende internationale akten :

1° Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, betreffende de financiering en het beheer van de steun van de Gemeenschap in het kader van het financieel protocol bij de partnerschapsovereenkomst tussen de Staten in Afrika, het Caribisch Gebied en de Stille Oceaan en de Europese Gemeenschap en haar lid-Staten, ondertekend te Cotonou (Benin) op 23 juni 2000, en de toewijzing van financiële bijstand ten behoeve van de landen en gebieden overzee waarop de bepalingen van het vierde deel van het EG-Verdrag van toepassing zijn, en Bijlage;

2° Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, inzake maatregelen en procedures voor de tenuitvoerlegging van de ACS-EG-Partnerschapsovereenkomst, en Bijlage,

gedaan te Brussel op 18 september 2002 (1) (2)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, betreffende de financiering en het beheer van de steun van de Gemeenschap in het kader van het financieel protocol bij de partnerschapsovereenkomst tussen de Staten in Afrika, het Caribisch gebied en de Stille Oceaan en de Europese Gemeenschap en haar lid-Staten, ondertekend te Cotonou (Benin) op 23 juni 2000, en de toewijzing van financiële bijstand ten behoeve van de landen en gebieden overzee waarop de bepalingen van het vierde deel van het EG-Verdrag van toepassing zijn, en Bijlage, gedaan te Brussel op 18 september 2002, zullen volkomen gevolg hebben.

Art. 3. Het Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, inzake maatregelen en procedures voor de tenuitvoerlegging van de ACS-EG-Partnerschapsovereenkomst, en Bijlage, gedaan te Brussel op 18 september 2002, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Economie,
Ch. PIQUE

De Minister, toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken,
Mevr. A. NEYTS-UYTTEBROECK

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,
toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken,
E. BOUTMANS

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Notes

(1) *Session 2002-2003.*

Sénat.

Documents. Projet de loi déposé le 27 janvier 2003, n° 2-1442/1. Rapport fait au nom de la commission, n° 2-1442/2.

Annales parlementaires. Discussion, séance du 30 janvier 2003. Vote, séance du 30 janvier 2003.

Chambre.

Documents. Projet transmis par le Sénat, n° 50-2256/1. Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 50-2257/2.

Annales parlementaires. Discussion, séance du 6 février 2003. Vote, séance du 6 février 2003.

(2) Voir aussi le Décret de la Communauté française du 20 février 2003 (*Moniteur belge* du 21 février 2003 - Ed. 2), le Décret de la Communauté flamande/la Région flamande du 6 décembre 2002 (*Moniteur belge* du 3 janvier 2003), le Décret de la Communauté germanophone du 7 octobre 2002 (*Moniteur belge* du 23 novembre 2002), le Décret de la Région wallonne du 20 février 2003 (*Moniteur belge* du 21 et 24 février 2003 - Ed. 2), l'Ordonnance de la Région Bruxelles-Capitale du 13 mars 2003.

ACCORD INTERNE ENTRE

LES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES, REUNIS AU SEIN DU CONSEIL, RELATIF AU FINANCEMENT ET A LA GESTION DES AIDES DE LA COMMUNAUTE DANS LE CADRE DU PROTOCOLE FINANCIER DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ENTRE LES ETATS D'AFRIQUE, DES CARAI-BES ET DU PACIFIQUE ET LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES, SIGNE A COTONOU (BENIN) LE 23 JUNI 2000, ET A L'AFFECTATION DES AIDES FINANCIERES DESTINEES AUX PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER AUX-QUELS S'APPLIQUENT LES DISPOSITIONS DE LA QUATRIEME PARTIE DU TRAITE CE

LES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, REUNIS AU SEIN DU CONSEIL,

vu le traité instituant la Communauté européenne, considérant ce qui suit :

(1) L'accord de partenariat entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres, signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000, (ci-après dénommé « accord ACP-CE »), fixe à 15.200 millions d'EUR le montant global des aides allouées par la Communauté aux Etats ACP pour la période de cinq ans allant de 2000 à 2005. Ce montant comprend, d'une part, 13.500 millions d'EUR du 9^e Fonds européen de développement (9^e FED) financé par les contributions des Etats membres et, d'autre part, jusqu'à 1.700 millions d'EUR de la Banque européenne d'investissement (ci-après dénommée « Banque »).

(2) En outre, tout reliquat éventuel des Fonds précédents non affecté à la date de l'entrée en vigueur du protocole financier de l'accord ACP-CE est transféré au 9^e FED et sera utilisé conformément aux conditions définies dans l'accord ACP-CE. Le montant total prévu couvrira la période 2000-2007. Celle-ci comprend le délai de deux ans environ requis pour la ratification du 9^e FED et les deux ans suivant l'expiration du 9^e FED.

(3) La décision 91/482/CEE du Conseil du 25 juillet 1991 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne (1) est prorogée jusqu'au 28 février 2001 par la décision 2000/169/CE (1). Une nouvelle décision s'appuyant sur l'article 187 du traité sera adoptée avant cette date. Cette décision fixera à 175 millions d'EUR le montant de l'assistance financière du 9^e FED aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité (ci-après dénommés « PTOM »). Une dotation d'un montant pouvant aller jusqu'à 20 millions d'EUR allouée sur les ressources propres de la Banque est également prévue pour les opérations menées par celle-ci dans les PTOM. De plus, tout reliquat des FED précédents affecté aux PTOM et non utilisé à la date de l'entrée en vigueur du présent accord est transféré au 9^e FED et sera utilisé conformément aux conditions définies dans ladite décision du Conseil.

Nota's

(1) *Zitting 2002-2003.*

Senaat.

Documenten. Ontwerp van wet ingediend op 27 januari 2003, nr. 2-1442/1. Verslag namens de commissie, nr. 2-1442/2.

Parlementaire Handelingen. Bespreking, vergadering van 30 januari 2003. Stemming, vergadering van 30 januari 2003.

Kamer.

Documenten. Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 50-2257/1. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 50-2257/2.

Parlementaire Handelingen. Bespreking, vergadering van 6 februari 2003. Stemming, vergadering van 6 februari 2003.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/het Vlaams Gewest van 6 december 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 3 januari 2003), Decreet van de Franse Gemeenschap van 20 februari 2003 (*Belgisch Staatsblad* van 21 februari 2003 - Ed. 2), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 7 oktober 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 23 november 2002), Decreet van het Waalse Gewest van 20 februari 2003 (*Belgisch Staatsblad* van 21 en 24 februari 2003 - Ed. 2), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 13 maart 2003.

INTERN AKKOORD TUSSEN

DE VERTEGENWOORDIGERS VAN DE REGERINGEN VAN DE LIDSTATEN, IN HET KADER VAN DE RAAD BIJEEN, BETREFFENDE DE FINANCIERING EN HET BEHEER VAN DE STEUN VAN DE GEMEENSCHAP IN HET KADER VAN HET FINANCIEL PROTOCOL BIJ DE PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST TUSSEN DE STATEN IN AFRIKA, HET CARIBISCH GEBIED EN DE STILLE OCEAAN EN DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN HAAR LID-STATEN, ONDERTEKEND TE COTONOU (BENIN) OP 23 JUNI 2000, EN DE TOEWIJZING VAN FINANCIELE BIJSTAND TEN BEHOEVE VAN DE LANDEN EN GEBIEDEN OVERZEE WAAROP DE BEPALINGEN VAN HET VIERDE DEEL VAN HET EG-VERDRAG VAN TOEPASSING ZIJN

DE VERTEGENWOORDIGERS VAN DE REGERINGEN VAN DE LIDSTATEN VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP, IN HET KADER VAN DE RAAD BIJEEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, Overwegende hetgeen volgt :

(1) Het totale bedrag van de steun van de Gemeenschap aan de ACS-staten is in de Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van de groep van staten in Afrika, het Caribisch gebied en de Stille Oceaan, enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar lid-Staten, anderzijds, ondertekend te Cotonou (Benin) op 23 juni 2000 (hierna « de ACS-EG-overeenkomst » genoemd) voor de periode van vijf jaar 2000-2005, vastgesteld op maximaal 15.200 miljoen euro. Dit bedrag bestaat enerzijds uit maximaal 13.500 miljoen euro van het 9e Europees Ontwikkelingsfonds (EOF), afkomstig van de lid-Staten, en anderzijds uit maximaal 1.700 miljoen euro van de Europese Investeringsbank (hierna « de Bank » genoemd).

(2) Voorts worden alle resterende middelen van eerdere EOF's op de datum van inwerkingtreding van het Financieel Protocol van de ACS-EG-overeenkomst overgedragen naar het 9e EOF en gebruikt overeenkomstig de voorwaarden die zijn vastgesteld in de ACS-EG-overeenkomst. Het totale vastgestelde bedrag heeft betrekking op de periode 2000-2007. Die periode omvat de periode van ongeveer twee jaar die nodig is voor de bekrachtiging van het 9e EOF en de twee jaren die volgen op het verstrijken van de geldigheidsduur van het 9e EOF.

(3) De toepassingsduur van Besluit 91/482/EEG van 25 juli 1991 betreffende de associatie van de landen en gebieden overzee met de Europese Economische Gemeenschap, is bij Besluit 2000/169/EG (1) van de Raad van 25 februari 2000 verlengd tot en met 28 februari 2001. Een nieuw besluit op basis van artikel 187 van het Verdrag wordt vóór die datum goedgekeurd. In dat besluit wordt het bedrag van het EOF voor financiële bijstand aan de landen en gebieden overzee waarop de bepalingen van het vierde deel van het Verdrag van toepassing zijn (hierna LGO genoemd), vastgesteld op 175 miljoen euro. Ook zijn voorzieningen getroffen voor maatregelen in de LGO voor een bedrag van maximaal 20 miljoen euro, afkomstig uit de eigen middelen van de Bank. Voorts worden alle resterende middelen van eerdere EOF's die zijn toegewezen aan de LGO, op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst overgedragen naar het 9e EOF en gebruikt overeenkomstig de voorwaarden die zijn vastgesteld in dat besluit van de Raad.

(4) Les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, sont convenus de réserver 125 millions d'EUR au financement des dépenses engagées par la Commission pour la mise en oeuvre du 9^e FED.

(5) Il convient, en vue de la mise en oeuvre de l'accord ACP-CE et de la future décision concernant l'association des PTOM (ci-après dénommée « décision »), d'instituer un 9^e FED et de fixer les modalités de sa dotation ainsi que les contributions correspondantes des Etats membres à celle-ci.

(6) Il y a lieu de fixer les règles de gestion de la coopération financière, de déterminer la procédure de programmation, d'examen et d'approbation des aides et de définir les modalités de contrôle de l'utilisation des aides.

(7) Les conclusions établies au sujet de la dotation financière du 9^e FED lors de la réunion de coordination des ministres du côté de la Communauté dans le cadre de la troisième conférence de négociation ACP-CE des 6 et 7 décembre 1999 prennent acte de l'intention de la Commission de décentraliser le processus de décision administrative et soulignent la nécessité de réformes visant à redéfinir les rôles respectifs de la Commission et du Conseil dans les mécanismes décisionnels du Fonds européen de développement.

(8) La déclaration du Conseil et de la Commission relative au processus de programmation citée dans le procès-verbal de la conférence de négociation ACP-CE des 2 et 3 février 2000 précise que les procédures et les obligations de rendre compte qui entourent le processus de programmation doivent être gérées rigoureusement et que les rôles respectifs des Etats membres et de la Commission dans le processus décisionnel doivent être réexaminés et adaptés.

(9) Les conclusions du Conseil du 21 mai 1999 sur l'évaluation des instruments et des programmes de développement de la Communauté européenne définissent, à l'attention de la Commission et des Etats membres, différentes modalités permettant d'améliorer l'efficacité de l'aide au développement de la Communauté européenne, parmi lesquelles figurent la décentralisation en faveur des délégations, l'amélioration de la coordination et de la complémentarité entre les donateurs, la réduction du nombre d'instruments, l'utilisation accrue des critères de résultats et la réorientation des activités des comités de gestion pour le développement.

(10) Le Conseil du 21 mai 1999 a adopté une résolution sur la complémentarité de la coopération au développement de la Communauté et des Etats membres. Le Conseil du 18 mai 2000 a adopté des conclusions relatives à la coordination opérationnelle. Ces documents confirment la nécessité d'améliorer la coordination et la complémentarité entre les donateurs et de conférer au pays partenaire un rôle directeur dans ce processus.

(11) Un comité des représentants des gouvernements des Etats membres devrait être établi auprès de la Commission et un comité de même nature devrait être établi auprès de la Banque. Il est nécessaire d'assurer une harmonisation des travaux de la Commission et de la Banque pour l'application de l'accord ACP-CE et des dispositions correspondantes de la décision,

après consultation de la Commission et de la Banque,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Ressources financières

Article 1^{er}

Ressources du 9^e FED

1. Les Etats membres instituent un neuvième Fonds européen de développement (2000), ci-après dénommé « 9^e FED ».

(4) De vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, zijn overeengekomen om 125 miljoen euro te reserveren voor de financiering van de kosten van de Commissie in verband met de uitvoering van het negende EOF.

(5) Met het oog op de uitvoering van de ACS-EG-overeenkomst en het toekomstige besluit betreffende de associatie van de LGO (hierna « het besluit » genoemd), dient een 9e EOF te worden ingesteld en dienen de voorwaarden voor de toewijzing van middelen aan dit fonds en de bijdragen van de lid-Staten te worden vastgesteld.

(6) De regels voor het beheer van de financiële samenwerking, alsmede de procedure voor programmering, onderzoek en goedkeuring van de steun en de wijze van toezicht op het gebruik van de steun dienen te worden vastgesteld.

(7) In de conclusies inzake de financiële toewijzing voor het 9e EOF, als vastgesteld in het kader van de coördinatie van de ministers van de zijde van de Gemeenschap bij gelegenheid van de derde ministeriële onderhandelingsconferentie van de ACS en de EG van 6 en 7 december 1999, wordt gerefereerd aan het voornemen van de Commissie om de administratieve besluitvorming te decentraliseren en wordt het accent gelegd op de behoefte aan hervormingen die gericht zijn op het herdefiniëren van de taakverdeling tussen de Commissie en de Raad in het EOF-besluitvormingsproces.

(8) Overeenkomstig de verklaring van de Raad en de Commissie inzake het programmeringsproces, waarnaar wordt verwezen in de notulen van de ministeriële onderhandelingsconferentie van de ACS en de EG van 2 en 3 februari 2000, dienen de procedures en rapportagevereisten in verband met het programmeringsproces zorgvuldig te worden beheerd, en dient de taakverdeling van de lid-Staten en de Commissie in het kader van het besluitvormingsproces te worden herzien en aangepast.

(9) In de conclusies van de Raad van 21 mei 1999 inzake de evaluatie van de ontwikkelingsinstrumenten en -programma's van de Europese Gemeenschap worden verschillende terreinen genoemd waarop de Commissie en de lid-Staten volgens de Raad de efficiency van de ontwikkelingshulp van de Europese Gemeenschap kunnen verbeteren, zoals decentralisering naar de delegaties, verbetering van coördinatie en complementariteit tussen donors, vermindering van het aantal instrumenten, een sterker gebruik van prestatiecriteria en heroriëntering van de werkzaamheden van de beheercomités voor ontwikkeling.

(10) Op 21 mei 1999 heeft de Raad een resolutie aangenomen over de complementariteit van de ontwikkelingssamenwerking van de Gemeenschap en die van de lid-Staten. Op 18 mei 2000 heeft de Raad conclusies aangenomen betreffende operationele coördinatie. In die teksten wordt er nogmaals op gewezen dat er meer coördinatie en complementariteit nodig is en dat de partnerlanden daarin een vooraanstaande rol dienen te spelen.

(11) Bij de Commissie wordt een comité van vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten gevestigd en bij de EIB wordt een soortgelijk comité gevestigd. De werkzaamheden die door de Commissie en de Bank worden verricht voor de toepassing van de ACS-EG-overeenkomst en de overeenkomstige bepalingen van het besluit dienen te worden geharmoniseerd,

na raadpleging van de Commissie en de Bank,

Hebben overeenstemming bereikt omtrent de volgende bepalingen :

HOOFDSTUK I. — Financiële middelen

Artikel 1

Middelen van het 9e EOF

1. De lid-Staten stellen een 9e Europees Ontwikkelingsfonds (2000) in, hierna « het 9e EOF » genoemd.

2. Le 9^e FED est doté comme suit :

a) Un montant maximum de 13.800 millions d'EUR financés par les Etats membres selon les contributions suivantes :

Etat membre	Contribution en millions d'EUR	Lidstaat	Bijdrage in miljoen euro
Belgique	540,96	België	540,96
Danemark	295,32	Denemarken	295,32
Allemagne	3.223,68	Duitsland	3.223,68
Grèce	172,50	Griekenland	172,50
Espagne	805,92	Spanje	805,92
France	3.353,40	Frankrijk	3.353,40
Irlande	85,56	Ierland	85,56
Italie	1.730,52	Italië	1.730,52
Luxembourg	40,02	Luxemburg	40,02
Pays-Bas	720,36	Nederland	720,36
Autriche	365,70	Oostenrijk	365,70
Portugal	133,86	Portugal	133,86
Finlande	204,24	Finland	204,24
Suède	376,74	Zweden	376,74
Royaume-Uni	1.751,22	Verenigd Koninkrijk	1.751,22
Total	13.800,00	Totaal	13.800,00

Ce montant est réparti comme suit :

i) 13.500 millions d'EUR sont attribués aux Etats ACP;

ii) 175 millions d'EUR sont affectés aux PTOM;

iii) 125 millions d'EUR sont réservés à la Commission pour couvrir les frais liés à la mise en oeuvre du 9^e FED.

b) Les reliquats éventuels des FED précédents constatés à la date d'entrée en vigueur du protocole financier de l'accord ACP-CE, et tout montant appelé à être désengagé ultérieurement de projets actuellement exécutés dans le cadre de ces FED sont transférés au 9^e FED. Toute ressource préalablement allouée au programme indicatif d'un Etat ACP, d'une région ACP ou d'un PTOM et transférée au 9^e FED reste attribuée à l'Etat, à la région ou au PTOM concerné.

c) Le montant global prévu pour l'aide aux Etats ACP est complété par les reliquats des FED précédents. Le montant total des ressources couvre la période 2000-2007.

3. Les recettes provenant des intérêts produits par les crédits mentionnés au paragraphe 2 et déposés auprès des payeurs délégués en Europe visés à l'article 37, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord ACP-CE sont portées au crédit d'un ou plusieurs comptes bancaires ouverts au nom de la Commission et utilisés conformément aux dispositions de l'article 10.

4. Si un nouvel Etat adhère à la Communauté, l'affectation des contributions visées au paragraphe 2, point a), est modifiée par décision du Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission.

5. Les ressources financières peuvent également être ajustées, par décision du Conseil statuant à l'unanimité, conformément à l'article 62, paragraphe 2, de l'accord de partenariat ACP-CE.

2. Het 9e EOF omvat :

a) een bedrag van maximaal EUR 13.800 miljoen, waaraan de lid-Staten als volgt bijdragen :

Dit totaalbedrag omvat :

i) een bedrag van EUR 13.500 miljoen dat wordt toegewezen aan de ACS-staten;

ii) een bedrag van EUR 175 miljoen dat wordt toegewezen aan de LGO;

iii) een bedrag van EUR 125 miljoen dat wordt toegewezen aan de Commissie voor kosten in verband met de uitvoering van het 9e EOF.

b) Alle op de datum van inwerkingtreding van het Financieel Protocol bij de ACS-EG-overeenkomst resterende middelen van eerdere EOF's en bedragen die op een latere datum worden vrijgemaakt van in het kader van deze EOF's lopende projecten, worden overgedragen naar het 9e EOF. Voor alle aldus naar het 9e EOF overgedragen middelen die voordien waren toegewezen aan het indicatieve programma van een ACS-staat, een ACS-regio of een LGO, blijft de toewijzing aan die staat, regio of LGO van kracht.

c) Het totale bedrag dat voor steun aan de ACS is vastgesteld, wordt aangevuld met de overgebleven middelen uit de vorige EOF's. Het totaalbedrag van de middelen heeft betrekking op de periode 2000-2007.

3. De rentebaten uit deposito's bedoeld in lid 2 van dit artikel bij de betalingsgemachtigden in Europa als bedoeld in artikel 37, lid 1, van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst, worden gecrediteerd op een of meerdere ten name van de Commissie geopende rekeningen, en gebruikt overeenkomstig het bepaalde in artikel 10.

4. De in lid 2, onder a), bedoelde verdeling kan, op voorstel van de Commissie bij een door de Raad met eenparigheid van stemmen genomen besluit, worden gewijzigd in geval van toetreding van een nieuwe staat tot de Gemeenschap.

5. Voorts kunnen de financiële middelen worden aangepast bij een door de Raad met eenparigheid van stemmen genomen besluit, overeenkomstig artikel 62, lid 2, van de ACS-EG-Partnerschaps-overeenkomst.

Article 2

Ressources réservées aux Etats ACP

1. Sur l'enveloppe globale fixée à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point a), un montant maximum de 13.500 millions d'EUR est réservé aux Etats ACP et réparti comme suit :

a) jusqu'à concurrence de 10.000 millions d'EUR sous forme de subventions, comprenant jusqu'à :

i) 9.836 millions d'EUR réservés à l'appui au développement à long terme à programmer conformément aux articles 1^{er} à 5 de l'annexe IV de l'accord ACP-CE. Ces ressources peuvent être utilisées pour financer des actions d'urgence à court terme, en vertu de l'article 72, paragraphe 3, de l'accord ACP-CE;

ii) 90 millions d'EUR réservés au financement du budget du centre pour le développement de l'entreprise (CDE), conformément aux dispositions de l'annexe III de l'accord ACP-CE;

iii) 70 millions d'EUR réservés au financement du budget du centre technique pour le développement agricole et rural (CTA), conformément aux dispositions de l'annexe III de l'accord ACP-CE; et

iv) 4 millions d'EUR destinés à couvrir les frais occasionnés par l'Assemblée paritaire ACP-CE créée en vertu de l'article 17 de l'accord ACP-CE;

b) jusqu'à concurrence de 1.300 millions d'EUR réservés au financement de l'appui à la coopération et à l'intégration régionales des Etats ACP, conformément aux articles 6 à 14 de l'annexe IV de l'accord ACP-CE;

c) jusqu'à concurrence de 2.200 millions d'EUR sont alloués au financement de la facilité d'investissement conformément aux modalités et conditions définies à l'annexe II (« Modes et conditions de financement ») de l'accord ACP-CE, sans préjudice du financement des bonifications d'intérêts prévues aux articles 2 et 4 de l'annexe II de l'accord sur les ressources mentionnées à l'article 3, point a), de l'annexe I^{re} de l'accord.

2. Sur le montant de 13.500 millions d'EUR visé au paragraphe 1^{er}, un montant de 1.000 millions d'EUR ne peut être débloqué qu'après examen des résultats opérés par le Conseil en 2004, sur la base d'une proposition de la Commission. Si elles sont débloquées, ces ressources sont réparties, en fonction des besoins, entre les enveloppes visées au paragraphe 1, points a), b) et c).

3. Avant l'expiration du 9^e FED, les Etats membres évaluent avec les Etats ACP, conformément au paragraphe 7 du protocole financier de l'accord ACP-CE, le degré de réalisation des engagements et des décaissements. Les besoins en nouvelles ressources à l'appui de la coopération financière sont déterminés à la lumière de cette évaluation et prennent dûment en compte les ressources non engagées et non décaissées au titre du 9^e FED.

4. Avant l'expiration du 9^e FED, les Etats membres fixent une date au-delà de laquelle les fonds du 9^e FED ne peuvent plus être engagés.

Article 3

Ressources réservées aux PTOM

1. Le montant total de l'assistance financière allouée par la Communauté aux PTOM sur l'enveloppe globale indiquée à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point a), est fixé à 175 millions d'EUR, dont 155 millions d'EUR sous la forme de subventions et 20 millions d'EUR dans le cadre de la facilité d'investissement. Les règles régissant la mise en œuvre de cette aide sont définies dans la décision du Conseil relative à l'association des PTOM à la Communauté, adoptée en vertu de l'article 187 du traité.

2. Si un PTOM devenu indépendant adhère à l'accord ACP-CE, les montants visés au paragraphe 1^{er} sont diminués et ceux indiqués à l'article 2, point a), sous i), augmentés corrélativement, par décision du Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission.

Article 4

Ressources réservées aux dépenses de mise en œuvre

Un montant de 125 millions d'EUR est destiné à financer les dépenses de mise en œuvre engagées par la Commission dans le cadre de l'accord ACP-CE. Il est utilisé conformément aux principes établis à l'article 10 du présent accord et augmenté des ressources visées à l'article 1^{er}, paragraphe 3, du présent accord.

Artikel 2

Voor de ACS-staten gereserveerde middelen

1. Van het in artikel 1, lid 2, onder a), genoemde totaalbedrag wordt ten hoogste 13.500 miljoen euro als volgt toegewezen aan de ACS-staten :

a) maximaal EUR 10.000 miljoen in de vorm van niet-terugvorderbare steun, waarvan :

i) maximaal EUR 9.836 miljoen voor een bijdrage ter ondersteuning van de langetermijntoewijding, te programmeren overeenkomstig de artikelen 1 tot en met 5 van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst. Deze middelen kunnen worden benut voor de financiering van kortlopende spoedhulp, overeenkomstig artikel 72, lid 3, van de ACS-EG-overeenkomst;

ii) EUR 90 miljoen voor de financiering van de begroting van het Centrum voor de Ontwikkeling van het Bedrijfsleven (COB), overeenkomstig het bepaalde in bijlage III bij de ACS-EG-overeenkomst;

iii) EUR 70 miljoen voor de financiering van de begroting van het Technisch Centrum voor Landbouwsamenwerking en Plattelandsontwikkeling (TCLP), overeenkomstig het bepaalde in bijlage III bij de ACS-EG-overeenkomst; en

iv) EUR 4 miljoen ten behoeve van de uitgaven in verband met de Paritaire Parlementaire Vergadering van de ACS en de EG, ingesteld bij artikel 17 van de ACS-EG-overeenkomst;

b) maximaal EUR 1.300 miljoen voor de financiering van steun ten behoeve van de regionale samenwerking en integratie van de ACS-staten, overeenkomstig de artikelen 6 tot en met 14 van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst;

c) maximaal EUR 2.200 miljoen wordt voor de financiering van de Investeringsfaciliteit, overeenkomstig de voorwaarden die uiteen worden gezet in bijlage II « Financieringsvoorwaarden » van de ACS-EG-overeenkomst, onverminderd de financiering van de rentesubsidies waarin wordt voorzien in artikel 2 en artikel 4 van bijlage II van de overeenkomst, die worden gefinancierd uit de middelen genoemd in punt 3, onder a), van bijlage I bij de bovengenoemde overeenkomst.

2. Van het bedrag van EUR 13.500 miljoen bedoeld in lid 1 mag EUR 1.000 miljoen pas worden vrijgegeven na een evaluatie van de resultaten, die de Raad in 2004 zal maken op basis van een voorstel van de Commissie. Deze middelen worden, indien zij worden vrijgegeven, op passende wijze verdeeld onder de financiële middelen bedoeld in lid 1, onder a), b) en c), hierboven.

3. Voor het verstrijken van de geldigheidsduur van het 9e EOF gaan de lid-Staten, overeenkomstig punt 7 van het financieel protocol van de ACS-EG-overeenkomst, samen met de ACS-staten na in welke mate de vastleggingen en betalingen zijn gerealiseerd. De behoefte aan nieuwe middelen voor de ondersteuning van de financiële samenwerking wordt bepaald in het licht van deze evaluatie, waarbij de niet-vastgelegde en niet-betaalde middelen uit hoofde van het 9e EOF volledig in aanmerking worden genomen.

4. Vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van het 9e EOF bepalen de lid-Staten een datum na welke de middelen van het 9e EOF niet meer worden vastgelegd.

Artikel 3

Voor de LGO gereserveerde middelen

1. Van het totale bedrag genoemd in artikel 1, lid 2, onder a), wordt door de Gemeenschap voor EUR 175 miljoen financiële bijstand verleend aan de LGO, waarvan 155 miljoen euro in de vorm van niet-terugvorderbare steun en EUR 20 miljoen in het kader van de Investeringsfaciliteit. De voorschriften voor de uitvoering van deze bijstand worden vastgesteld in het besluit van de Raad inzake de associatie met de landen en gebieden overzee met de Gemeenschap, dat is vastgesteld krachtens artikel 187 van het Verdrag.

2. Indien een LGO onafhankelijk wordt en tot de ACS-EG-overeenkomst toetreedt, worden de in lid 1 aangegeven bedragen verlaagd en die van artikel 2, onder a), onder i), dienovereenkomstig verhoogd bij besluit van de Raad, genomen met eenparigheid van stemmen op voorstel van de Commissie.

Artikel 4

Middelen gereserveerd voor uitvoeringskosten

Voor het financieren van de kosten die de Commissie maakt voor de uitvoering van de ACS-EG-overeenkomst wordt EUR 125 miljoen gereserveerd, voor het gebruik van welk bedrag, samen met de middelen bedoeld in artikel 1, lid 3, van dit akkoord, de beginselen gelden die zijn nedergelegd in artikel 10 van dit akkoord.

Article 5

Prêts consentis par la Banque sur ses ressources propres

1. Au montant fixé à l'article 1^{er}, paragraphe 2, s'ajoutent, jusqu'à concurrence de 1.720 millions d'EUR, des prêts accordés par la Banque sur ses ressources propres. Ces ressources sont accordées aux fins exposées dans l'annexe II de l'accord ACP-CE et dans la décision en vigueur du Conseil adoptée en vertu de l'article 187 du traité CE pour ce qui concerne les PTOM. ci-après dénommée « décision », conformément aux conditions prévues dans ses statuts et aux dispositions applicables des modalités et conditions de financement de l'investissement établies à l'annexe et à la décision susmentionnées.

2. Ces prêts sont destinés :

- a) jusqu'à concurrence de 1.700 millions d'EUR, à des opérations de financement à réaliser dans les Etats ACP;
- b) jusqu'à concurrence de 20 millions d'EUR, à des opérations de financement à réaliser dans les PTOM.

Article 6

Caution envers la Banque

1. Au prorata de leur souscription au capital de la Banque, les Etats membres s'engagent à se porter caution envers la Banque, en renonçant au bénéfice de discussion, pour tous les engagements financiers découlant pour ses emprunteurs des contrats de prêt conclus par la Banque sur ses ressources propres en application tant de l'article 1^{er} de l'annexe II de l'accord ACP-CE que des dispositions correspondantes de la décision.

2. Le cautionnement visé au paragraphe 1^{er} est limité à 75 % du montant total des crédits ouverts par la Banque au titre de l'ensemble des contrats de prêt; il s'applique à la couverture de tout risque.

3. Les engagements résultant du paragraphe 1^{er} font l'objet de contrats de cautionnement entre chacun des Etats membres et la Banque.

Article 7

Opérations gérées par la Banque au titre des FED précédents

1. Les paiements effectués à la Banque au titre des prêts spéciaux accordés aux Etats ACP, aux PTOM et aux départements français d'outre-mer, ainsi que les produits et recettes des opérations de capitaux à risque effectuées au titre des FED précédents, reviennent aux Etats membres au prorata de leur contribution au 9^e FED dont ces sommes proviennent, à moins que le Conseil ne décide à l'unanimité, sur proposition de la Commission, de les mettre en réserve ou de les affecter à d'autres opérations.

2. Les commissions de gestion par la Banque des prêts et des opérations visés au paragraphe 1^{er} sont préalablement déduites de ces sommes.

Article 8

Opérations gérées par la Banque au titre du 9^e FED

1. Les produits et recettes perçus par la Banque sur les opérations effectuées dans le cadre de la facilité d'investissement sont affectés à d'autres opérations exécutées dans le cadre de cette facilité, conformément à l'article 3 de l'annexe II de l'accord et après déduction des dépenses et charges exceptionnelles supportées en rapport avec la facilité d'investissement.

2. La Banque est rémunérée, selon une formule de couverture intégrale des coûts, pour la gestion des opérations effectuées dans le cadre de la facilité d'investissement. Le Conseil décide, à la majorité qualifiée prévue à l'article 21 du présent accord et sur proposition de la Commission établie en accord avec la Banque, des ressources et des mécanismes de rémunération de la Banque. Les modalités de cette décision sont intégrées à l'accord par lequel la Banque s'engage à exécuter ces opérations.

Article 9

Frais liés à la mise en oeuvre des ressources du 9^e FED

1. Les ressources visées à l'article 4 du présent accord et à l'article 1^{er}, paragraphe 3, sont destinées à couvrir les frais administratifs et financiers liés à la mise en oeuvre des ressources du 9^e FED. Elles sont utilisées par la Commission pour :

- a) couvrir les frais administratifs et financiers résultant de la gestion de la trésorerie du 9^e FED;

Artikel 5

Leningen uit de eigen middelen van de EIB

1. Het in artikel 1, lid 2, vastgestelde bedrag wordt vermeerderd met leningen die door de Bank uit eigen middelen worden verstrekt voor een bedrag van maximaal EUR 1.720 miljoen. Deze middelen worden verstrekt voor de doeleinden die uiteen worden gezet in bijlage II bij de ACS-EG-overeenkomst en het geldend besluit van de Raad vastgesteld op grond van artikel 187 van het EG-Verdrag inzake de LGO, hierna « het besluit » genoemd, overeenkomstig de voorwaarden waarin is voorzien in de statuten en de desbetreffende bepalingen van de voorwaarden voor de financiering van investeringen, zoals die zijn vastgesteld in bovengenoemde bijlage en besluit.

2. Deze leningen zijn bestemd :

- a) tot een bedrag van maximaal EUR 1.700 miljoen voor financieringsverrichtingen in de ACS-staten;
- b) tot een bedrag van maximaal EUR 20 miljoen voor financieringsverrichtingen in de LGO.

Artikel 6

Garantie van de EIB

1. Naar rato van hun intekening op het kapitaal van de Bank verplichten de lid-Staten zich ertoe zich tegenover de Bank borg te stellen, onder afstand van het voorrecht van uitwinning, voor alle financiële verplichtingen welke voor de leningnemers van de Bank voortvloeien uit de door de Bank uit eigen middelen op grond van artikel 1 van bijlage II bij de ACS-EG-overeenkomst en de overeenkomstige bepalingen van het besluit.

2. De in lid 1 bedoelde borgstelling blijft beperkt tot 75 % van het totale bedrag van de door de Bank uit hoofde van alle leningsovereenkomsten geopende kredieten; zij geldt ter dekking van alle risico's.

3. De uit lid 1 voortvloeiende verplichtingen van de lid-Staten worden vastgelegd in borgstellingsovereenkomsten tussen elk der lid-Staten en de Bank.

Artikel 7

Door de Bank beheerde verrichtingen krachtens eerdere EOF's

1. De bedragen die aan de Bank worden betaald uit hoofde van aan de ACS-staten, de LGO en de Franse overzeese gebiedsdelen verstrekte speciale leningen, alsmede de opbrengsten en revenuen van de verrichtingen met risicodragend kapitaal die krachtens eerdere EOF's hebben plaatsgevonden, komen aan de lid-Staten toe naar rato van hun bijdragen aan het fonds waaruit deze middelen afkomstig zijn, tenzij de Raad op voorstel van de Commissie met eenparigheid van stemmen besluit deze bedragen te reserveren of voor andere verrichtingen aan te wenden.

2. De provisies die voor het beheer van de in de eerste alinea bedoelde leningen en verrichtingen aan de Bank verschuldigd zijn, worden vooraf op deze middelen in mindering gebracht.

Artikel 8

Door de Bank beheerde verrichtingen krachtens het 9^e EOF

1. Opbrengsten en revenuen die door de Bank worden ontvangen uit verrichtingen in het kader van de Investeringsfaciliteit worden door de Bank aangewend voor andere verrichtingen in het kader van de Faciliteit, overeenkomstig het bepaalde in artikel 3 van bijlage II bij de overeenkomst, na aftrek voor uitzonderlijke uitgaven en andere verplichtingen die zijn ontstaan in verband met de Faciliteit.

2. De kosten van de Bank voor het beheer van verrichtingen in het kader van de Investeringsfaciliteit worden volledig vergoed. De Raad besluit, met de in artikel 21 van dit akkoord bedoelde gekwalificeerde meerderheid en op basis van een in overleg met de bank opgesteld voorstel van de Commissie, over de middelen en mechanismen voor de vergoeding aan de Bank. De bij dat besluit vastgelegde voorwaarden worden opgenomen in de overeenkomst waarbij de Bank zich verbindt tot het uitvoeren van deze verrichtingen.

Artikel 9

Kosten in verband met de benutting van de middelen van het 9^e EOF

1. De middelen bedoeld in artikel 4 van dit akkoord worden samen met de middelen bedoeld in artikel 1, lid 3, aangewend ter dekking van de administratie- en financieringskosten die uit de benutting van de middelen van het 9^e EOF voortvloeien. De Commissie gebruikt deze middelen voor de volgende doeleinden :

- a) dekking van de administratie- en financieringskosten die uit het beheer van de kasmiddelen van het fonds voortvloeien;

b) renforcer les capacités administratives de la Commission et de ses délégations afin d'assurer une préparation et une exécution harmonieuses des opérations financées par le 9^e FED;

c) financer des études, évaluations, audits ou expertises, notamment en matière d'analyse, de diagnostic et de formulation de politiques d'ajustement structurel et autres; et

d) assurer le suivi et l'évaluation.

Cette aide n'est pas affectée aux tâches fondamentales du service public européen, c'est-à-dire du personnel permanent de la Commission.

2. La Commission présente chaque année au comité du FED visé à l'article 21, ci-après dénommé « comité du FED », des propositions financières globales sur l'utilisation de ces ressources, assorties d'un rapport sur les actions de l'année précédente. Le comité du FED donne son avis sur ces propositions de financement, conformément à la procédure définie à l'article 27.

3. Toutefois, sur proposition de la Commission, le Conseil peut décider à la majorité prévue à l'article 21, d'utiliser les recettes visées au présent article à d'autres fins que celles prévues au paragraphe 1^{er}.

Article 10

Contributions au 9^e FED

1. Chaque année, la Commission arrête et communique au Conseil, avant le 15 octobre, l'état des paiements à prévoir pour l'exercice suivant ainsi que l'échéancier des appels de contributions, en tenant compte des prévisions de la Banque pour les opérations dont elle assure la gestion et pour les opérations de la facilité d'investissement. La Commission justifie le montant demandé sur la base de sa capacité à déboursier réellement les ressources proposées. Le Conseil se prononce à la majorité qualifiée prévue à l'article 21 sur cette justification ainsi que sur chaque appel de contribution prévu.

2. Pour les fonds transférés des FED précédents au 9^e FED conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point b), les contributions de chaque Etat membre sont calculées au prorata de leur contribution au FED concerné.

3. La Commission joint aux prévisions annuelles de contributions qu'elle doit présenter au Conseil ses estimations des engagements et décaissements pour chacune des quatre années suivant celle qui correspond à l'appel des contributions. L'échéancier est approuvé et réexaminé chaque année par le Conseil.

4. Si les contributions ne suffisent pas pour faire face aux besoins effectifs du 9^e FED au cours de l'exercice considéré, la Commission soumet des propositions de versements complémentaires au Conseil, qui se prononce, dans les meilleurs délais, à la majorité qualifiée prévue à l'article 21.

5. Les modalités de versement des contributions des Etats membres sont déterminées par le règlement financier visé à l'article 31.

CHAPITRE II. — *Compétences de la Commission et de la Banque*

Article 11

Exécution financière des projets et des programmes

1. La Commission assure l'exécution financière des opérations effectuées sur les ressources du 9^e FED allouées sous la forme de subventions, à l'exclusion des bonifications d'intérêts. Elle effectue les paiements conformément au règlement financier visé à l'article 31.

2. La Banque, agissant pour le compte de la Communauté, gère la facilité d'investissement et dirige les opérations afférentes, conformément aux modalités fixées par le règlement financier visé à l'article 31. Dans ce cadre, la Banque agit au nom et aux risques de la Communauté. Les droits découlant de ces opérations, notamment à titre de créancier ou propriétaire, sont exercés par les Etats membres.

3. La Banque assure l'exécution financière des opérations effectuées par prêts sur ses ressources propres, assortis le cas échéant de bonifications d'intérêts accordées sur les ressources du 9^e FED.

b) versterking van de administratieve capaciteit van de Commissie en van haar delegaties, teneinde te voorzien in soepele voorbereiding en uitvoering van de verrichtingen die uit het EOF gefinancierd worden;

c) financiering van studies, evaluaties, audits of advies op het gebied van onder meer analyse, diagnose en formulering van strategieën en ander beleid voor structurele aanpassing; en

d) controle en evaluatie.

Deze middelen mogen niet worden aangewend voor de kerntaken van het Europees openbaar bestuur, dat wil zeggen het vaste personeel van de Commissie.

2. De Commissie dient bij het in artikel 21 bedoelde Comité van het EOF, hierna « het comité » genoemd, jaarlijks een globaal financieringsvoorstel voor de benutting van deze middelen in, waaronder een verslag over de activiteiten van het vorige jaar. Het Comité van het EOF brengt over dit financieringsvoorstel advies uit volgens de procedure van artikel 27.

3. Op voorstel van de Commissie kan de Raad evenwel met gekwalificeerde meerderheid als bepaald in artikel 21 besluiten de in dit artikel bedoelde ontvangsten te gebruiken voor andere dan de in lid 1 genoemde doeleinden.

Artikel 10

Bijdragen aan het 9e EOF

1. Met inachtneming van de vereisten van de Bank betreffende het beheer en de verrichtingen van de Investeringsfaciliteit, stelt de Commissie ieder jaar de staat van de voor het volgende begrotingsjaar te verwachten betalingen en het tijdschema voor het afroepen van de bijdragen vast en stelt zij de Raad hiervan vóór 15 oktober in kennis. Het gevraagde bedrag wordt door de Commissie verantwoord op basis van het vermogen van de Commissie om de voorgestelde middelen op effectieve wijze te verstrekken. De Raad spreekt zich hierover, alsmede over elke geplande afroeping van een bijdrage, uit met de in artikel 21 van dit akkoord vastgestelde gekwalificeerde meerderheid.

2. Ten aanzien van middelen die overeenkomstig artikel 1, lid 2, onder b), zijn overgedragen van eerdere EOF's naar het 9e EOF, wordt de bijdrage van iedere lidstaat berekend naar rato van de bijdrage van die lidstaat aan het desbetreffende EOF.

3. Bij de jaarlijkse ramingen van de bijdragen die de Commissie de Raad moet doen toekomen, voegt zij haar ramingen van de vastleggingen en betalingen voor ieder van de vier jaren die volgen op het jaar waarin de bijdragen worden afgeroepen. Het tijdschema wordt jaarlijks door de Raad herzien en goedgekeurd.

4. Indien de bijdragen niet volstaan om te voorzien in de daadwerkelijke behoeften van het fonds tijdens het betreffende begrotingsjaar, dient de Commissie voorstellen voor aanvullende stortingen in bij de Raad, die zich zo spoedig mogelijk uitspreekt met de in artikel 21 bedoelde gekwalificeerde meerderheid.

5. De wijze van storting van de bijdragen door de lid-Staten wordt vastgesteld bij het in artikel 31 bedoelde Financieel Reglement.

HOOFDSTUK II. — *Taken van de Commissie en de Europese Investeringsbank*

Artikel 11

Financiële uitvoering van projecten en programma's

1. De Commissie draagt zorg voor de financiële uitvoering van de verrichtingen met middelen in de vorm van niet-terugvorderbare steun, andere dan rentesubsidies. De Commissie verricht de betalingen overeenkomstig het in artikel 31 van dit akkoord bedoelde Financieel Reglement.

2. Namens de Gemeenschap beheert de Bank de Investeringsfaciliteit en voert zij verrichtingen uit, overeenkomstig de voorschriften van het Financieel Reglement bedoeld in artikel 31 van dit akkoord. De Bank handelt hierbij uit naam en voor risico van de Gemeenschap. Alle daaruit voortvloeiende rechten komen de lid-Staten toe, met name in de hoedanigheid van schuldeiser of eigenaar.

3. De Bank draagt zorg voor de financiële uitvoering van de verrichtingen in verband met leningen uit eigen middelen, in voorkomend geval gecombineerd met rentesubsidies uit de subsidiemiddelen van het fonds.

4. Tant la Commission que la Banque peuvent, dans le cas de programmes ou de projets cofinancés par les Etats membres ou leurs organismes chargés de l'exécution, et répondant aux priorités énoncées dans les stratégies de coopération par pays visées au chapitre III, confier aux Etats membres ou à leurs organismes chargés de l'exécution la responsabilité de la gestion des aides de l'Union européenne. La visibilité de la contribution de l'Union européenne doit cependant être pleinement garantie. La Commission fournit une compensation financière pour la charge administrative encourue.

Article 12

Obligations en matière de suivi et d'information en ce qui concerne les progrès dans la mise en oeuvre de l'aide du 9^e FED

1. La Commission et la Banque assurent, chacune pour ce qui la concerne, le suivi de l'utilisation de l'aide fournie au titre du 9^e FED par les Etats ACP, les PTOM ou tout autre bénéficiaire, ainsi que de la mise en oeuvre des projets financés par le 9^e FED, en s'attachant plus particulièrement aux objectifs visés aux articles 55 et 56 de l'accord ACP-CE ainsi qu'aux dispositions correspondantes de la décision.

2. La Banque informe périodiquement la Commission de la mise en oeuvre des projets financés sur les ressources du 9^e FED qu'elle administre, conformément aux procédures définies dans les lignes directrices opérationnelles de la facilité d'investissement. La Commission et la Banque veillent à assurer une coordination et une coopération étroites dans l'appui au développement du secteur privé dans les Etats ACP.

3. La Commission et la Banque, conformément aux articles 17, 18 et 19, fournissent aux Etats membres, réunis au sein du comité du FED, des informations sur l'application opérationnelle, au niveau national et régional, des ressources du 9^e FED. Ces informations couvrent également les opérations financées au titre de la facilité d'investissement.

4. Conformément à l'article 2, paragraphes 2 et 3, la Commission transmet au Conseil une proposition relative à l'examen complet des résultats que le Conseil doit mener en 2004. Cet examen permettra en particulier d'évaluer le degré de réalisation des engagements et des décaissements.

Article 13

Evaluations

1. La Commission et la Banque veillent, chacune pour ce qui la concerne, à ce que la qualité et l'impact des concours financiers financés par le 9^e FED soient rigoureusement évalués par des évaluateurs indépendants en ce qui concerne les principaux secteurs, thèmes et instruments.

2. Sans préjudice des évaluations des principaux secteurs, thèmes et instruments visés au paragraphe 1, des projets donnés peuvent être évalués au cas par cas par des évaluateurs indépendants. Les évaluations de projets peuvent être entreprises à l'initiative de la Commission et indiquées dans la proposition financière. Les Etats membres peuvent également demander l'évaluation d'un projet lorsque la proposition financière est examinée au sein du comité du FED.

3. Toutes les évaluations sont menées conformément aux bonnes pratiques en matière d'évaluation, notamment les critères d'évaluation et les « Principes pour l'évaluation de l'aide au développement » établis par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

4. La réalisation de l'évaluation est notifiée au comité du FED, qui peut ensuite en débattre, conformément à l'article 28, point c). Les résultats des évaluations sont pris en compte dans le processus de révision à mi-parcours et de révision finale des stratégies de coopération prévu à l'article 18.

4. Zowel de Commissie als de Bank kunnen met betrekking tot mede door de lid-Staten of hun met de uitvoering belaste organen gefinancierde programma's of projecten, en overeenkomstig de prioriteiten die zijn vastgesteld in de in hoofdstuk III bedoelde nationale samenwerkingsstrategieën, de lid-Staten of hun met uitvoering belaste organisaties de verantwoordelijkheid opdragen voor het beheer van de middelen van de Europese Unie. De zichtbaarheid van de bijdrage van de Europese Unie moet evenwel ten volle gewaarborgd worden. De Commissie zorgt voor financiële vergoeding van de administratieve lasten.

Artikel 12

Eisen in verband met het toezicht op en de rapportage over de voortgang van de implementatie van de bijstand uit het EOF

1. De Commissie en de Bank oefenen toezicht uit, elk voor wat haar aangaat, op het gebruik van de bijstand uit het EOF door de ACS-staten, de LGO en andere begunstigden, alsmede op de uitvoering van met de bijstand uit het EOF gefinancierde projecten, waarbij met name wordt gelet op de doelstellingen genoemd in de artikelen 55 en 56 van de ACS-EG-overeenkomst en de overeenkomstige bepalingen in het besluit.

2. De Bank stelt de Commissie periodiek op de hoogte van de uitvoering van de projecten die worden gefinancierd met de middelen van het fonds die door haar worden beheerd, overeenkomstig de procedures van de operationele richtsnoeren voor de Investeringsfaciliteit. De Commissie en de Bank zorgen voor nauwe coördinatie en samenwerking ter bevordering van de ontwikkeling van de particuliere sector in de ACS-staten.

3. De Commissie en de Bank voorzien overeenkomstig de artikelen 17, 18 en 19 van dit akkoord de lid-Staten, in het comité bijeen, van informatie over de wijze waarop de middelen uit het 9^e EOF op nationaal en regionaal vlak op het terrein worden aangewend. Deze informatie betreft ook de uit middelen van de Investeringsfaciliteit gefinancierde verrichtingen.

4. Zoals bepaald in artikel 2, lid 2 en lid 3, van dit akkoord, dient de Commissie bij de Raad een voorstel in voor de algehele evaluatie van de resultaten die de Raad in 2004 moet maken. In deze evaluatie wordt met name nagegaan in welke mate de vastleggingen en betalingen zijn gerealiseerd.

Artikel 13

Evaluaties

1. De Commissie en de Bank zorgen ervoor, elk voor wat haar aangaat, dat de kwaliteit en het effect van de financiële bijstand uit het fonds grondig geëvalueerd wordt door onafhankelijke beoordelaars, zulks wat betreft belangrijke sectoren, onderwerpen en instrumenten.

2. Onverminderd de evaluaties van belangrijke sectoren, onderwerpen en instrumenten als bedoeld in lid 1, kunnen projecten afzonderlijk geëvalueerd worden door onafhankelijke beoordelaars. Projecten kunnen worden geëvalueerd op initiatief van de Commissie en worden vermeld in het financieringsvoorstel. De lid-Staten kunnen ook om een evaluatie van een project verzoeken wanneer het financieringsvoorstel in het comité wordt besproken.

3. Alle evaluaties worden verricht conform de beste praktijken inzake evaluatie, waaronder de door de Commissie voor ontwikkelingsbijstand van de OESO opgestelde evaluatiecriteria en richtsnoeren voor de evaluatie van ontwikkelingsbijstand.

4. Het Comité van het EOF wordt ervan in kennis gesteld dat de evaluatie is afgerond. Deze evaluatie kan vervolgens overeenkomstig artikel 28, onder c), worden besproken door het Comité van het EOF. Met de resultaten van de evaluaties wordt rekening gehouden bij de tussentijdse en eindevaluaties van de nationale samenwerkingsstrategieën bedoeld in artikel 18.

CHAPITRE III. — *Programmation*

Article 14

Programmation de l'aide

1. Le processus de programmation de l'aide allouée à chaque Etat ACP est assuré conformément aux articles 1^{er} à 5 de l'annexe IV de l'accord ACP-CE.

2. Le processus de programmation du soutien à la coopération et à l'intégration régionales des Etats ACP est assuré conformément aux articles 6 à 14 de l'annexe IV de l'accord ACP-CE.

3. Au sens du présent article, on entend par programmation :

a) la préparation et le développement d'une stratégie de coopération par pays (SC)/stratégie de coopération régionale (SCR) fondée sur les objectifs et stratégies de développement à moyen terme du pays ou de la région même;

b) une indication claire par la Communauté de l'enveloppe financière programmable indicative visée à l'article 3 de l'annexe IV, dont le pays ou la région peut disposer au cours de la période de cinq ans;

c) la préparation et l'adoption d'un programme indicatif pour mettre en œuvre la SC ou la SCR;

d) un processus de révision couvrant la SC ou SCR, le programme indicatif et le volume des ressources qui y sont affectées.

Article 15

SC et programmes indicatifs

1. Au début du processus de programmation, la Commission élabore, en collaboration avec l'Etat ACP concerné et après consultation de la Banque, la SC et le programme indicatif correspondant, conçus au niveau du terrain.

2. Cette stratégie est définie en coordination avec les représentations des Etats membres implantées dans l'Etat ACP concerné. Cette coordination :

a) se déroule autant que possible à l'aide des mécanismes existants pour la coordination des donateurs dans l'Etat ACP concerné;

b) est ouverte à la participation des Etats membres qui n'ont pas de représentation permanente dans l'Etat ACP concerné ainsi que d'autres donateurs qui opèrent dans cet Etat. Les Etats membres qui ne sont pas en mesure de participer à l'exercice de coordination doivent avoir accès aux informations relatives aux résultats;

c) associe la Banque pour les questions portant sur ses activités et sur les opérations de la facilité d'investissement.

3. La coordination sur place met l'accent sur l'évaluation commune des besoins et des résultats ainsi que sur l'analyse sectorielle et les priorités. L'exercice de coordination veille à ce que la SC et le programme indicatif soient cohérents avec les initiatives nationales, telles que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et le cadre général du développement, si un tel dialogue existe.

4. L'aide apportée par la Communauté sous la forme de subventions se concentre sur un nombre limité de secteurs prioritaires et vient compléter les opérations financées par l'Etat ACP lui-même, par les Etats membres et les autres donateurs.

5. Chaque SC est présentée, assortie de son projet de programme indicatif, dans un document unique, qui donne lieu à un échange de vues entre les Etats membres et la Commission dans le cadre du comité du FED. Conformément à l'article 4, paragraphe 3, et à l'article 5, paragraphe 4, de l'annexe IV à l'accord ACP-CE, le programme indicatif contient les opérations spécifiques clairement identifiées pour la réalisation des objectifs et des buts, particulièrement celles qui peuvent être engagées avant le réexamen suivant. Le programme indicatif comporte également des indicateurs d'impact et des engagements en matière de politique sectorielle ainsi qu'un calendrier pour l'exécution et l'examen du programme indicatif, concernant notamment les engagements et les déboursments.

La Banque participe à cet échange de vues. Le comité du FED exprime son avis sur le contenu du document conformément à la procédure définie à l'article 27.

HOOFDSTUK III. — *Programming*

Artikel 14

Programming van de steun

1. De programmering van de steun voor afzonderlijke ACS-staten geschiedt overeenkomstig de artikelen 1 tot en met 5 van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst.

2. De programmering van de steun voor regionale samenwerking en integratie van de ACS-staten geschiedt overeenkomstig de artikelen 6 tot en met 14 van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst.

3. Voor de toepassing hiervan houdt programmering onder meer in :

a) formulering en ontwikkeling van een nationale samenwerkingsstrategie (NSS)/ regionale samenwerkingsstrategie (RSS) op basis van de ontwikkelingsdoelstellingen van het land/de regio voor de middellange termijn;

b) een duidelijke indicatie van de kant van de Gemeenschap van de indicatieve programmeerbare financiële middelen bedoeld in artikel 3 van bijlage IV, waarover het land/de regio gedurende de periode van vijf jaar kan beschikken;

c) opstelling en goedkeuring van een indicatief programma voor de uitvoering van de NSS respectievelijk RSS;

d) een evaluatieproces dat betrekking heeft op de NSS respectievelijk RSS, het indicatieve programma en de daarvoor toegewezen middelen.

Artikel 15

Nationale samenwerkingsstrategie en operationeel indicatief programma

1. Bij aanvang van het programmeringsproces stelt de Commissie, samen met de betrokken ACS-staat en na overleg met de Bank, de nationale samenwerkingsstrategie vast en het bijbehorende operationele indicatieve programma voor activiteiten in het veld.

2. De NSS wordt opgesteld in coördinatie met de vertegenwoordigers van de lid-Staten in de betrokken ACS-staat. Deze coördinatie :

a) geschiedt zoveel mogelijk via in de betrokken ACS-staat bestaande mechanismen voor donorcoördinatie;

b) staat open voor deelneming door lid-Staten die geen permanente vertegenwoordiging in de betrokken ACS-staat hebben en door andere donoren die in die ACS-staat actief zijn. lid-Staten die niet bij machte zijn om aan de coördinatie deel te nemen, krijgen toegang tot informatie over de resultaten;

c) houdt in dat de Bank betrokken wordt op terreinen die verband houden met haar activiteiten en die van de Investeringsfaciliteit.

3. Bij de coördinatie op het terrein wordt de klemtoon gelegd op de gezamenlijke evaluatie van behoeften en resultaten, analyse van de sector, alsmede prioriteiten. Bij de coördinatie moet worden gezorgd voor samenhang van de NSS/NIP van het land uitgaande maatregelen, zoals de Poverty Reduction Strategy Papers en het Comprehensive Development Framework, waar dergelijke dialoog bestaat.

4. De niet-terugvorderbare steun van de Gemeenschap wordt geconcentreerd op een beperkt aantal concentratiesectoren, waarbij wordt gezorgd voor complementariteit met activiteiten die worden gefinancierd door de ACS-staat zelf, de lid-Staten en andere donoren.

5. Elke NSS, met het bijbehorende ontwerp voor een indicatief programma, wordt uiteengezet in één document. Over dit document wordt tussen de lid-Staten en de Commissie een gedachtewisseling gehouden in het Comité van het EOF. Overeenkomstig artikel 4, lid 3, en artikel 5, lid 4, van bijlage IV van de ACS-EG-overeenkomst zal het indicatief programma specifieke en duidelijk omschreven verrichtingen bevatten om de doelstellingen en streefcijfers te halen, vooral die welke kunnen worden toegewezen vóór de volgende herziening. Het indicatief programma zal voorts indicatoren bevatten om het effect van de maatregelen te meten, alsook sectorgebonden beleidsverbintenissen en een tijdschema voor de uitvoering en herziening van het indicatieve programma, met inbegrip van vastleggingen en betalingen van middelen.

Ook de Bank neemt aan deze gedachtewisseling deel. Het Comité van het EOF brengt over de ontwerp-NOS en het indicatieve programma advies uit volgens de procedure van artikel 27 van dit akkoord.

6. Le programme indicatif est ensuite adopté d'un commun accord par la Commission et l'Etat ACP concerné et devient, dès son adoption, contraignant à la fois pour la Commission et pour l'Etat bénéficiaire. Après finalisation, la SC et son programme indicatif sont transmis pour information au comité du FED.

Si la SC et le programme indicatif sur lesquels le comité du FED a émis un avis sont modifiés en substance avant la signature avec l'Etat ACP concerné, la SC et le programme indicatif révisés sont soumis audit comité pour un nouvel avis.

7. La Commission, la Banque et les Etats membres prennent toutes les mesures nécessaires, en particulier à l'égard du processus d'échange de vues visé au paragraphe 5, pour mener à bien l'élaboration de la SC et du programme indicatif correspondant dans les plus brefs délais. Sauf circonstances exceptionnelles, ce processus doit être achevé dans les douze mois suivant la signature de l'accord de partenariat.

Article 16

Allocation des ressources

Dès le début du processus de programmation visé aux articles 1^{er} et 8 de l'annexe IV de l'accord ACP-CE, la Commission fixe, à partir des critères définis aux articles 3 et 9 de l'annexe IV dudit accord, la dotation indicative accordée sur les ressources précisées à l'article 2, paragraphe 1, point a), sous i), et point b), à chaque pays et région ACP sur lequel se fonde le processus de programmation. Les deux éléments de la dotation allouée à chaque pays visé à l'article 3, paragraphe 2, de l'annexe IV de l'accord ACP-CE sont déterminés dans ce contexte. La Commission informe le comité du FED de cette dotation, ainsi que de toute disposition prise conformément à l'article 3, paragraphe 4, de l'annexe IV.

Le Comité du FED donne son avis, conformément à la procédure définie à l'article 27, sur la méthode utilisée pour l'application des critères généraux de l'allocation des ressources, telle que présentée par la Commission.

Article 17

Révision annuelle des programmes indicatifs

1. Conformément à l'article 5, paragraphe 4, de l'annexe IV de l'accord ACP-CE, la Commission procède, en collaboration avec chaque Etat ACP et en étroite coordination avec les Etats membres, à une révision opérationnelle annuelle de chaque programme indicatif. La Banque est consultée sur les questions relatives à ses opérations et aux activités de la facilité d'investissement.

2. Cette révision annuelle de chaque programme ne doit pas excéder 60 jours. La Commission, la Banque et les Etats membres prennent les mesures nécessaires, en particulier à l'égard du processus d'échange de vues visé au paragraphe 3, afin que ce délai soit respecté.

3. Pendant cette période de 60 jours, le comité du FED examine cette révision annuelle sur la base d'un document présenté par la Commission.

4. La révision annuelle est finalisée par la Commission et l'Etat ACP concerné. Ses résultats définitifs sont transmis à titre d'information au comité du FED.

Article 18

Révisions à mi-parcours et finale de la SC

1. Au milieu et à la fin de la période d'application du protocole financier, le processus de révision est étendu, conformément aux modalités précisées à l'article 5, paragraphe 6, et à l'article 11 de l'annexe IV de l'accord ACP-CE, à une révision et à l'adaptation de la SC et du programme indicatif pour les cinq années suivantes. Ces révisions font partie intégrante du processus de programmation et comportent, comme élément essentiel, une évaluation de l'incidence de la coopération au développement de la Communauté par rapport aux objectifs et indicateurs indiqués dans la SC.

6. Het operationele indicatieve programma wordt vervolgens door de Gemeenschap en de betrokken ACS-staat in onderling overleg vastgesteld en is dan voor de Gemeenschap en die staat bindend. De uiteindelijke NSS en het indicatieve programma worden vervolgens ter informatie voorgelegd aan het Comité van het EOF.

Indien de NSS en het indicatief programma waarover het Comité van het EOF advies heeft uitgebracht aanzienlijk worden gewijzigd voordat de NSS met de betrokken ACS-staat wordt getekend, zullen de herziene NSS en het herziene indicatief programma opnieuw ter advies aan het Comité van het EOF worden voorgelegd.

7. De Commissie, de Bank en de lid-Staten nemen alle noodzakelijke maatregelen, in het bijzonder met betrekking tot de in lid 5 bedoelde gedachtewisseling, om te bewerkstelligen dat de NSS en het indicatieve programma binnen zo kort mogelijke tijd worden vastgesteld. Uitzonderlijke omstandigheden daargelaten, dient dit proces binnen twaalf maanden na de ondertekening van de partnerschapsovereenkomst te zijn afgerond.

Artikel 16

Toewijzing van middelen

Bij de aanvang van de programmeringsprocessen als bedoeld in de artikelen 1 en 8 van bijlage IV bij de partnerschapsovereenkomst tussen ACS en EG stelt de Commissie, aan de hand van de criteria van de artikelen 3 en 6 van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst, voor elke ACS-staat en voor elke regio waarop het programmeringsproces van toepassing is de indicatieve toewijzing van niet-terugvorderbare steun vast als aandeel in de middelen vermeld in artikel 2, lid 1, onder a), onder i) en onder b). De in artikel 3, lid 2, van bijlage IV van de ACS-EG-partnerschapsovereenkomst genoemde twee elementen van de toewijzing voor elke staat zullen in dit verband worden vastgesteld. De Commissie stelt het Comité van het EOF in kennis van deze toewijzingen, alsmede van alle overeenkomstig artikel 3, lid 4, van bijlage IV.

Het Comité brengt overeenkomstig de procedure van artikel 27 van het onderhavige akkoord advies uit over de werkwijze die voor de toepassing van de algemene criteria voor toewijzing van middelen, zoals voorgelegd door de Commissie, is gevolgd.

Artikel 17

Jaarlijkse evaluatie van de indicatieve programma's

1. Overeenkomstig artikel 5, lid 4, van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst wordt jaarlijks door de Commissie een operationele evaluatie van de nationale indicatieve programma's uitgevoerd, in samenwerking met de betrokken ACS-staten en in nauwe coördinatie met de lid-Staten. De Bank wordt geraadpleegd op terreinen die verband houden met haar activiteiten en die van de Investeringsfaciliteit.

2. De jaarlijkse evaluatie moet binnen zestig dagen worden afgerond. De Commissie, de Bank en de lid-Staten nemen alle noodzakelijke maatregelen, in het bijzonder met betrekking tot de in lid 3 bedoelde gedachtewisseling, om te bewerkstelligen dat het tijdschema voor de jaarlijkse evaluatie wordt aangehouden.

3. In de loop van deze zestig dagen bespreekt het Comité van het EOF de jaarlijkse evaluatie aan de hand van een document dat door de Commissie wordt ingediend.

4. De jaarlijkse evaluatie wordt door de Commissie en de betrokken ACS-staat afgerond. De eindresultaten van de jaarlijkse evaluatie worden ter informatie aan het Comité van het EOF toegezonden.

Artikel 18

Tussentijdse en eindevaluatie van de NSS

1. Halverwege en aan het einde van de toepassingsperiode van het Financieel Protocol wordt het evaluatieproces, overeenkomstig het bepaalde in artikel 5, lid 6, en artikel 11 van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst, uitgebreid met een evaluatie en herziening van de samenwerkingsstrategie en het Indicatieve Programma voor de volgende periode van vijf jaar. Deze evaluaties vormen een integrerend deel van het programmeringsproces en bevatten een onderdeel dat van wezenlijk belang is, namelijk een beoordeling van het effect van de ontwikkelingssamenwerking van de Gemeenschap, afgemeten aan de in de NSS vooropgestelde doelstellingen en indicatoren.

Pour chaque Etat ACP, des révisions à mi-parcours et finale sont effectuées par la Commission et l'Etat concerné, en étroite collaboration avec les Etats membres représentés dans cet Etat. La Banque est consultée sur les questions relatives à ses opérations et aux activités de la facilité d'investissement.

2. Les révisions à mi-parcours et finales peuvent amener la Commission à proposer une révision de l'allocation des ressources pour la période suivante de cinq ans, en fonction des besoins et des résultats actuels de l'Etat ACP concerné.

3. Les révisions effectuées à mi-parcours et à la fin de la période d'application du protocole financier, y compris la révision éventuelle de l'allocation des ressources, sont achevées dans un délai total de 90 jours. La Commission, la Banque et les Etats membres prennent les mesures nécessaires, en particulier à l'égard du processus d'avis, visé au paragraphe 4, du comité du FED afin que ce délai soit respecté.

4. Dans le délai prévu pour les révisions à mi-parcours et finale, le comité du FED émet son avis, conformément à l'article 27, après examen du document présenté par la Commission, sur :

- a) les conclusions de la révision à mi-parcours ou finale;
- b) la SC et son programme indicatif;
- c) une proposition présentée par la Commission concernant l'allocation des ressources.

Article 19

Programmes régionaux

1. La stratégie de coopération régionale (SCR) et le programme indicatif correspondant sont élaborés par la Commission et la ou les organisations régionales dûment mandatées ou, à défaut d'un tel mandat, par les ordonnateurs nationaux des Etats ACP de la région considérée. Lorsqu'un ordonnateur régional a été nommé, la préparation de la stratégie de coopération régionale et de son programme indicatif est entreprise en coordination avec les Etats membres.

2. Cette coordination associe la Banque pour les questions portant sur ses activités et sur les opérations de la facilité d'investissement.

3. La SCR et son projet de programme indicatif sont présentés dans un document unique qui donne lieu, dans le cadre du comité du FED, à un échange de vues entre les Etats membres et la Commission. Ledit comité exprime son avis sur le projet de SCR et de son programme indicatif conformément à la procédure définie à l'article 27, en tenant compte des dispositions de l'article 23, paragraphe 1^{er}.

4. Le programme indicatif est ensuite adopté d'un commun accord par la Commission et la ou les organisations régionales dûment mandatées ou, à défaut d'un tel mandat, par les ordonnateurs nationaux des Etats ACP de la région considérée. Il devient contraignant, dès son adoption, tant pour la Commission que pour ces Etats bénéficiaires.

5. Les révisions à mi-parcours et finale de la SCR et du programme indicatif correspondant sont effectuées conformément à l'article 11 de l'annexe IV de l'accord ACP-CE. Au cours du processus de révision, le comité du FED exprime son avis conformément aux dispositions de l'article 27, après examen d'un document de synthèse présenté par la Commission. Après délibération dudit comité, le processus de révision est finalisé entre la Commission et la ou les organisations régionales dûment mandatées ou, à défaut, les ordonnateurs nationaux des Etats ACP de la région considérée. Les résultats finals de la révision font l'objet d'une synthèse qui est ensuite transmise à titre d'information au comité du FED.

6. Les révisions à mi-parcours et finale peuvent amener à modifier l'allocation des ressources en fonction des besoins et des résultats réels de la région ACP concernée.

De tussentijdse evaluaties en de eindevaluatie worden voor iedere ACS-staat uitgevoerd door de Commissie en de betrokken ACS-staat, in nauwe coördinatie met de lid-Staten die in die ACS-staat zijn vertegenwoordigd. De Bank wordt geraadpleegd op terreinen die verband houden met haar activiteiten en die van de Investeringsfaciliteit.

2. De tussentijdse evaluatie en de eindevaluatie kan voor de Commissie aanleiding zijn om de toewijzing van middelen voor de volgende periode van vijf jaar te herzien in het licht van de behoeften en resultaten van de betrokken ACS-staat.

3. De tussentijdse evaluatie en de eindevaluatie van de toepassingsperiode van het Financieel Protocol, met inbegrip van de mogelijke herziening van de toewijzing van middelen, moeten binnen in totaal negentig dagen zijn afgerond. De Commissie, de Bank en de lid-Staten nemen alle noodzakelijke maatregelen, in het bijzonder met betrekking tot het in lid 4 bedoelde advies van het Comité van het EOF, om te bewerkstelligen dat het tijdschema voor deze evaluaties wordt aangehouden.

4. Binnen de periode waarin de tussentijdse evaluatie en de eindevaluatie plaatsvinden, brengt het Comité van het EOF advies uit overeenkomstig artikel 27 van dit akkoord, aan de hand van een door de Commissie verstrekt document dat de volgende elementen bevat :

- a) de conclusies van de tussentijdse evaluatie of van de eindevaluatie;
- b) de NSS en het bijbehorende operationele indicatieve programma;
- c) een voorstel van de Commissie voor de toewijzing van de middelen.

Artikel 19

Regionale programma's

1. De regionale samenwerkingsstrategie (RSS) en het bijbehorende operationele indicatieve programma worden opgesteld door de Commissie en een regionale organisatie of regionale organisaties met een passend mandaat, of bij ontbreken van een dergelijk mandaat, de nationale ordonnateurs van de ACS-staten in de betrokken regio. Ingeval een regionale ordonnateur is aangesteld, wordt RSS en het bijbehorende NIS in coördinatie met de lid-Staten opgesteld.

2. De EIB wordt bij deze coördinatie betrokken voor de aangelegenheden in verband met haar activiteiten en die van de Investeringsfaciliteit.

3. De RSS met het bijbehorende ontwerp voor een indicatief programma wordt uiteengezet in één samenvattend document. Over dit document wordt tussen de lid-Staten en de Commissie een gedachtewisseling gehouden in het Comité van het EOF. Het Comité van het EOF brengt over de ontwerp-RSS en het indicatieve programma advies uit volgens de procedure van artikel 27, met inachtneming van het bepaalde in artikel 23, lid 1, van dit akkoord.

4. Het operationele indicatieve programma wordt vervolgens in onderling overleg vastgesteld door de Gemeenschap en de regionale organisatie(s) met een passend mandaat, of bij ontbreken van een regionale organisatie met een dergelijk mandaat, de nationale ordonnateurs van de ACS-staten in de betrokken regio. Het indicatieve programma is dan voor de Gemeenschap en die staten bindend.

5. Overeenkomstig artikel 11 van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst wordt een tussentijdse evaluatie en een eindevaluatie van de RSS en het indicatieve programma verricht. In de loop van het evaluatieproces brengt het Comité van het EOF advies uit overeenkomstig het bepaalde in artikel 27, aan de hand van een overzichtsdokument dat door de Commissie wordt ingediend. Na de besprekingen in het Comité van het EOF wordt het evaluatieproces afgerond door de Commissie en de regionale organisatie(s) met een passend mandaat, of bij ontbreken van dergelijk mandaat, de nationale ordonnateurs van de ACS-staten in de betrokken regio. De eindresultaten van de evaluatie worden in samenvattende vorm vastgelegd en ter informatie aan het Comité van het EOF voorgelegd.

6. In het kader van de tussentijdse evaluatie en de eindevaluatie kan de toewijzing van middelen worden aangepast aan de behoeften en prestaties van de betrokken ACS-regio.

Article 20

Révisions dans des circonstances exceptionnelles

Dans les cas exceptionnels prévus aux articles 72 et 73 de l'accord ACP-CE, la SC peut être réexaminée à la demande soit de l'Etat ACP concerné, soit de la Commission. La procédure de révision définie à l'article 18 du présent accord est alors applicable, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 3, paragraphe 4, de l'annexe IV de l'accord ACP-CE.

CHAPITRE IV. — Procédures décisionnelles

Article 21

Le comité du Fonds européen de développement

1. Il est institué auprès de la Commission, pour les ressources du Fonds européen de développement qu'elle gère, un comité, dénommé ci-après « comité du FED », composé de représentants des gouvernements des Etats membres. Le comité du FED est présidé par un représentant de la Commission; son secrétariat est assuré par la Commission. Un représentant de la Banque participe à ses travaux.

2. Le Conseil, statuant à l'unanimité, arrête le règlement intérieur du comité du FED.

3. Les voix des Etats membres au sein du comité du FED sont affectées de la pondération suivante :

Etat membre	Voix	Lidstaat	Stemmen
Belgique	9	België	9
Danemark	5	Denemarken	5
Allemagne	50	Duitsland	50
Grèce	4	Griekenland	4
Espagne	13	Spanje	13
France	52	Frankrijk	52
Irlande	2	Ierland	2
Italie	27	Italië	27
Luxembourg	1	Luxemburg	1
Pays-Bas	12	Nederland	12
Autriche	6	Oostenrijk	6
Portugal	3	Portugal	3
Finlande	4	Finland	4
Suède	6	Zweden	6
Royaume-Uni	27	Verenigd Koninkrijk	27

4. Le comité du FED se prononce à la majorité qualifiée de 145 voix, exprimant le vote favorable d'au moins huit Etats membres.

5. La pondération prévue au paragraphe 3 et la majorité qualifiée visée au paragraphe 4 sont modifiées par décision du Conseil, statuant à l'unanimité, dans le cas visé à l'article 1^{er}, paragraphe 4.

Article 22

Compétences du comité du FED

1. Le comité du FED concentre ses travaux sur les questions de fond de la coopération au développement organisée au niveau des pays et des régions. Dans un souci de cohérence, de coordination et de complémentarité, il surveille la mise en oeuvre des stratégies de développement adoptées par la Communauté et ses Etats membres.

Artikel 20

Evaluaties in uitzonderlijke omstandigheden

In uitzonderlijke omstandigheden als bedoeld in de artikelen 72 en 73 van de ACS-EG-overeenkomst kan de evaluatie van de NSS worden uitgevoerd op verzoek van de betrokken ACS-staat of de Commissie. In dergelijke gevallen is de evaluatieprocedure van artikel 18 van dit akkoord van toepassing, waarbij in voorkomend geval rekening wordt gehouden met het bepaalde in artikel 3, lid 4, van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst.

HOOFDSTUK IV. — Besluitvormingsprocedures

Artikel 21

Het comité van het Europees Ontwikkelingsfonds

1. Een comité wordt ingesteld voor de middelen van het fonds die het beheert, hierna het « Comité van het EOF » genoemd, dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten. Het comité van het EOF staat onder voorzitterschap van een vertegenwoordiger van de Commissie. Het secretariaat wordt gevoerd door de Commissie. Een vertegenwoordiger van de Bank neemt deel aan de werkzaamheden van dit Comité.

2. De Raad stelt met eenparigheid van stemmen het reglement van orde van het Comité van het EOF vast.

3. De stemmen van de lid-Staten in het Comité van het EOF worden als volgt gewogen :

4. Het Comité van het EOF spreekt zich uit met een gekwalificeerde meerderheid van 145 stemmen, waarbij ten minste acht lid-Staten voorstemmen.

5. De in lid 3 genoemde weging alsmede de in lid 4 vermelde gekwalificeerde meerderheid van stemmen kunnen bij eenparig besluit van de Raad worden gewijzigd in het in artikel 1, lid 4, bedoelde geval.

Artikel 22

Taken van het comité van het EOF

1. Het Comité van het EOF concentreert zich bij zijn werkzaamheden op de inhoudelijke punten van de ontwikkelingssamenwerking op het niveau van landen en regio's. Ter bevordering van de coherentie, coördinatie en complementariteit oefent het Comité toezicht uit op de uitvoering van de ontwikkelingsstrategieën die de Gemeenschap en haar lid-Staten hebben vastgesteld.

2. Les tâches du comité du FED se situent à trois niveaux :

a) programmation de l'aide communautaire et révisions de programmation assurées en s'attachant plus particulièrement aux stratégies par pays et régionales, y compris identification des projets et des programmes;

b) participation au processus décisionnel se rapportant au financement opéré sur les ressources du Fonds européen de développement; et

c) suivi de la mise en œuvre de l'aide communautaire, notamment de ses aspects sectoriels, des questions intersectorielles et du fonctionnement de la coordination sur le terrain.

Article 23

Programmation, identification, complémentarité et cohérence

1. Pour ce qui concerne la programmation, le comité :

a) donne son avis sur l'examen visé à l'article 15, paragraphes 5 et 6, deuxième alinéa, à l'article 16, deuxième alinéa, à l'article 18, paragraphe 4, et à l'article 19, paragraphes 3 et 5 conformément à la procédure visée à l'article 27;

b) examine les conclusions des révisions annuelles visées à l'article 17, paragraphe 3.

2. Le comité examine également la cohérence et la complémentarité entre les aides communautaires et celles des Etats membres. Afin d'assurer la transparence et la cohérence des opérations de coopération et d'améliorer la complémentarité entre les actions communautaires et l'aide bilatérale, la Commission transmet aux Etats membres et à leurs représentants sur place les fiches d'identification des projets dans le mois suivant la décision de procéder à leur évaluation. Ces fiches sont régulièrement mises à jour et communiquées au comité du FED, aux Etats membres et à leurs représentants sur place.

3. Dans un souci de complémentarité, chaque Etat membre informe systématiquement la Commission des activités qu'il a entreprises ou compte entreprendre dans chaque pays particulier. Les informations sur l'aide bilatérale sont fournies au moment de la mise en place de la première SC et actualisées au moins à l'occasion de la révision annuelle.

Article 24

Propositions de financement sur lesquelles le comité du FED donne son avis

1. Le comité du FED donne son avis, conformément à la procédure prévue à l'article 27, sur :

a) les propositions de financement des projets ou des programmes d'un montant supérieur à 8 millions d'EUR ou représentant plus de 25 % du programme indicatif,

b) les propositions de financement visées à l'article 9.

2. Les propositions de financement d'un montant :

a) supérieur à 15 millions d'EUR ou représentant plus de 25 % du programme indicatif sont approuvées par procédure orale;

b) compris entre 8 millions d'EUR et 15 millions d'EUR sont approuvées par la procédure écrite.

3. Sans solliciter au préalable l'avis du comité du FED, la Commission est autorisée à approuver les opérations d'un montant inférieur ou égal à 8 millions d'EUR et représentant moins de 25 % du programme indicatif. Chaque Etat membre peut exiger que les opérations approuvées directement par la Commission soient examinées lors d'une réunion future du comité du FED. Pour les opérations d'un montant :

a) compris entre 2 millions d'EUR et 8 millions d'EUR, la Commission fournit au comité du FED des informations ex ante conformément aux critères prévus au paragraphe 5, au moins deux semaines avant que la décision ne soit prise;

b) compris entre 500.000 EUR et 2 millions d'EUR, la Commission fournit au comité du FED des informations ex ante succinctes au moins deux semaines avant que la décision ne soit prise;

c) de moins de 500.000 EUR, la Commission informe le comité du FED après avoir pris sa décision.

2. De taken van het Comité van het EOF hebben betrekking op drie aspecten :

a) programmering van de steun van de Gemeenschap en programmering van de evaluaties, met name geconcentreerd op de nationale en regionale strategieën, inclusief het in kaart brengen van projecten en programma's;

b) deelname aan het besluitvormingsproces met betrekking tot de financiering uit het EOF; en

c) het uitoefenen van toezicht op de uitvoering van de steun van de Gemeenschap, met inbegrip van de sectorale aspecten, de transsectorale kwesties en de werking van de coördinatie op het terrein.

Artikel 23

Programmering, identificatie, complementariteit en samenhang

1. Wat de programmering betreft, heeft het Comité de volgende bevoegdheden :

a) advies uitbrengen over de onderzoeken als bedoeld in artikel 15, lid 5, en lid 6, tweede alinea, artikel 16, tweede alinea, artikel 18, lid 4, artikel 19, lid 3, en artikel 19, leden 3 en 5, overeenkomstig de in artikel 27 beschreven procedure;

b) de in artikel 17, lid 3, bedoelde conclusies van de jaarlijkse evaluaties bespreken.

2. Het Comité bespreekt ook de samenhang en complementariteit van de steun van de Gemeenschap en die van de lid-Staten. Ten behoeve van transparantie en onderlinge samenhang van de samenwerkingsactiviteiten en ter verbetering van de complementariteit van de activiteiten van de Gemeenschap met de bilaterale hulp, doet de Commissie de lid-Staten en hun vertegenwoordigers ter plaatse binnen een maand na het behandelingsbesluit de identificatiedocumenten voor de projecten toekomen. Deze documenten worden regelmatig bijgewerkt en aan het Comité van het EOF, de lid-Staten en hun vertegenwoordigers ter plaatse voorgelegd.

3. Ten behoeve van de complementariteit stelt iedere lidstaat de Commissie stelselmatig in kennis van de samenwerkingsactiviteiten die die lidstaat in ieder land onderneemt of wil ondernemen. Informatie over bilaterale hulp wordt verstrekt wanneer de eerste nationale samenwerkingsstrategie wordt opgesteld en wordt ten minste eenmaal per jaar, bij de jaarlijkse evaluatie, bijgewerkt.

Artikel 24

Financieringsvoorstellen waarover het Comité van het EOF advies uitbrengt

1. Het Comité van het EOF brengt volgens de procedure van artikel 27 advies uit over :

a) financieringsvoorstellen voor projecten of programma's waarmee meer dan 8 miljoen euro gemoeid is of welke meer dan 25 % van het nationale indicatieve programma uitmaken;

b) financieringsvoorstellen die op grond van artikel 9 zijn opgesteld.

2. Financieringsvoorstellen

a) waarmee meer dan 15 miljoen euro gemoeid is of welke meer dan 25 % van het nationale indicatieve programma uitmaken worden via een mondelinge procedure goedgekeurd,

b) met een waarde van tussen 8 miljoen en 15 miljoen euro worden via een schriftelijke procedure goedgekeurd.

3. De Commissie is gerechtigd om zonder raadpleging van het Comité van het EOF verrichtingen goed te keuren waarmee een bedrag van 8 miljoen euro of minder gemoeid is en die minder dan 25 % van het nationale indicatieve programma uitmaken. Iedere lidstaat kan erom verzoeken dat rechtstreeks door de Commissie goedgekeurde verrichtingen in een toekomstige vergadering van het comité besproken worden. Bij verrichtingen met een waarde van :

a) tussen 2 miljoen en 8 miljoen euro, zal de Commissie ten minste twee weken voordat het besluit wordt genomen het Comité van het EOF informatie ex-ante verstrekken volgens de in lid 5 gespecificeerde criteria.

b) tussen 500.000 en 2 miljoen euro, zal de Commissie het Comité van het EOF ten minste twee weken voordat het besluit wordt genomen beknopte informatie ex-ante verstrekken.

c) minder dan 500.000 euro, zal de Commissie het Comité van het EOF op de hoogte stellen nadat zij haar besluit heeft genomen.

4. La Commission est également habilitée à approuver, sans solliciter l'avis du comité du FED, les engagements supplémentaires nécessaires à la couverture de dépassements escomptés ou effectifs du budget d'un projet ou programme visé au paragraphe 1^{er}, points a) et b), lorsque ce dépassement ou le montant additionnel nécessaire ne dépasse pas 20 % de l'engagement initial fixé par la décision de financement et/ou 5 millions d'EUR, et ne conduit pas à une modification substantielle du projet.

5. Les propositions de financement visées au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 3, point a), précisent notamment :

a) l'adéquation des projets ou programmes au développement du ou des pays intéressés et à la réalisation des objectifs définis dans la SC ou la SCR,

b) l'incidence escomptée de ces projets et programmes ainsi que leur faisabilité et les mesures envisagées pour assurer leur viabilité lorsque l'aide communautaire aura pris fin.

Les propositions de financement indiquent également les procédures et le calendrier de mise en oeuvre, ainsi que les indicateurs clés pour évaluer la réalisation des objectifs et des résultats escomptés. Elles doivent également indiquer comment les leçons tirées des expériences et programmes antérieurs ont contribué à développer le programme et ont été prises en compte dans celui-ci et comment la coordination est organisée entre donateurs dans le ou les pays concernés.

Article 25

Financement des aides d'urgence par le Fonds européen de développement

1. L'aide humanitaire et les aides d'urgence sont accordées conformément aux articles 72 et 73 de l'accord ACP-CE et à l'article correspondant de la décision. Lorsqu'aucun financement sur le budget n'est possible, de telles aides peuvent être financées sur les ressources du 9^e FED mentionnées à l'article 2, paragraphe 1^{er}, point a) sous i).

2. Des événements soudains et imprévisibles tels que des difficultés humanitaires, économiques et sociales graves, à caractère exceptionnel, résultant de calamités naturelles ou de crises d'origine humaine comme les guerres ou autres conflits ou de circonstances extraordinaires ayant des effets comparables, peuvent être considérées comme des cas d'urgence particulière. Dans ces cas, la Commission est autorisée à prendre des décisions directement, jusqu'à un montant de 10 millions d'EUR. La mise en oeuvre d'une telle aide est limitée à une période maximale de six mois.

3. Pour les mesures d'urgence particulière, la Commission prend sa décision;

informe les Etats membres par écrit dans un délai de quarante-huit heures;

rend compte de sa décision lors de la réunion suivante du comité du FED. A cette occasion, la Commission expose, en particulier, les raisons pour lesquelles elle a eu recours à la procédure pour urgence particulière.

Article 26

Autorisations globales

1. Dans le cadre des procédures prévues pour les propositions de financement à l'article 24, paragraphes 1^{er} et 3, et afin d'accélérer celles-ci, la Commission est habilitée, après une évaluation qualitative et quantitative, à accorder des autorisations globales portant sur des montants globaux lorsqu'il s'agit de financer les activités visées à l'article 16, paragraphe 7, de l'annexe IV.

2. Des autorisations globales peuvent également être utilisées pour des bonifications d'intérêt, sous réserve des dispositions de l'article 30.

3. De telles propositions de financement doivent mentionner les objectifs et, le cas échéant, l'incidence escomptée de la contribution de la Communauté, la viabilité des activités, l'expérience préalable et les évaluations antérieures, ainsi que la coordination avec les autres donateurs.

4. De Commissie is eveneens gerechtigd om zonder raadpleging van het Comité van het EOF de extra betalingsverplichtingen goed te keuren die nodig zijn voor het dekken van verwachte of geconstateerde overschrijdingen met betrekking tot een project of programma bedoeld in lid 1, onder a) en b), indien de overschrijding of de extra financieringsbehoefte niet meer bedraagt dan 20 % van de oorspronkelijk bij het financieringsbesluit vastgelegde betalingsverplichting en/of 5 miljoen euro, en niet gepaard gaat met een substantiële wijziging van het project.

5. In de financieringsvoorstellen als bedoeld in de leden 1 en 3, onder a), wordt met name het volgende aangegeven :

a) welke bijdrage projecten of programma's leveren tot de ontwikkeling van het betrokken land of de betrokken landen en tot het bereiken van de in de NSS of RSS genoemde doelstellingen,

b) welk effect van deze projecten en programma's wordt verwacht, alsmede in hoeverre zij haalbaar zijn en welke maatregelen kunnen worden genomen om hun duurzaamheid te waarborgen wanneer de financiering door de Gemeenschap wordt beëindigd.

In de financieringsvoorstellen wordt ook gespecificeerd in welke procedures en welk tijdschema voor de uitvoering is voorzien, alsmede aan de hand van welke sleutel-indicatoren zal worden beoordeeld in hoeverre de beoogde doelstellingen en resultaten zijn bereikt. In deze voorstellen wordt ook aangegeven hoe de uit eerdere ervaringen en programma's getrokken lessen hebben bijgedragen tot en in aanmerking zijn genomen voor de ontwikkeling van het programma en op welke wijze in de coördinatie tussen de donoren in het betrokken land of de betrokken landen is voorzien.

Artikel 25

Financiering van spoedhulp uit het EOF

1. Humanitaire en spoedhulp wordt verstrekt overeenkomstig de artikelen 72 en 73 van de ACS-EG-overeenkomst en het corresponderende artikel van het besluit van de Raad inzake de LGO. Indien financiering uit de begroting niet beschikbaar is, kan dergelijke hulp gefinancierd worden uit de in artikel 2, lid 1, sub a, onder i, bedoelde niet-terugvorderbare steun van het 9e EOF.

2. Het optreden van plotselinge en onvoorspelbare ernstige humanitaire, economische en sociale moeilijkheden van uitzonderlijke aard welke het gevolg zijn van natuurrampen, door menselijk handelen teweeggebrachte crises, zoals oorlogen, en andere conflicten of buitengewone omstandigheden met vergelijkbare gevolgen, kan beschouwd worden als spoedeisende situatie. In dergelijke gevallen is de Commissie gerechtigd rechtstreeks besluiten te nemen waarmee bedragen tot hoogste 10 miljoen euro gemoeid zijn. Dergelijke hulp wordt gedurende een periode van ten hoogste zes maanden verstrekt.

3. Bij spoedeisende verrichtingen neemt de Commissie een besluit

brengt de Commissie de lid-Statens binnen 48 uur schriftelijk hiervan op de hoogte

geeft de Commissie tijdens de eerstvolgende vergadering van het Comité van het EOF toelichting op haar besluit. Bij die gelegenheid legt de Commissie in het bijzonder uit, waarom dat zij haar toevlucht heeft genomen tot de procedure voor spoedhulp.

Artikel 26

Algemene machtigingen

1. Teneinde de gang van zaken te bespoedigen, kan de Commissie, volgens de procedures die in artikel 24, leden 1 tot 3, voor financieringsvoorstellen zijn vastgesteld, na een kwalitatieve en kwantitatieve beoordeling, algemene machtigingen vaststellen voor algemene bedragen waarmee de activiteiten als bedoeld in artikel 16, lid 7, van bijlage IV kunnen worden gefinancierd.

2. Algemene machtigingen kunnen ook worden gebruikt voor rentesubsidies die onder het bepaalde in artikel 30 vallen.

3. In de financieringsvoorstellen moeten de doelstellingen en, in voorkomend geval, het beoogde gevolg van de bijdrage van de Gemeenschap, de houdbaarheid van de activiteiten, de opgedane ervaring en vroegere evaluaties, alsmede de coördinatie met andere donoren worden vermeld.

Article 27

Processus de prise de décision

1. Lorsque le comité du FED est appelé à donner son avis, la Commission lui soumet un projet des mesures à prendre.

2. Le comité du FED rend son avis conformément aux dispositions de l'article 21 et à son règlement intérieur, visé à l'article 21, paragraphe 2.

3. Lorsque le comité du FED a arrêté son avis, la Commission prend des mesures qui sont immédiatement applicables. Si la Commission décide de s'écarter de l'avis exprimé par le comité du FED, ou en l'absence d'avis favorable de celui-ci, elle doit soit retirer la proposition, soit, dans les meilleurs délais, saisir le Conseil, qui décide dans les mêmes conditions de vote que le comité du FED, dans un délai qui, en règle générale, ne peut excéder deux mois.

4. Si la mesure soumise par la Commission au Conseil est une proposition de financement telle que visée à l'article 24, paragraphe 1^{er}, ou une autorisation globale telle que visée à l'article 26, l'Etat ou les Etats ACP concernés en sont informés conformément à l'article 16 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-CE. Dans ces cas, la Communauté n'arrête pas sa décision finale avant l'expiration du délai de 60 jours visé à l'article 16, paragraphe 5, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-CE.

Article 28

Suivi de la mise en œuvre

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la coopération, le comité du FED débat des points suivants :

a) questions générales ayant trait au développement, dans la mesure où elles sont liées à la mise en œuvre du Fonds européen de développement;

b) politiques sectorielles élaborées par la Commission, en association avec des experts des Etats membres, lorsqu'une telle discussion est estimée nécessaire pour assurer la cohérence de la politique communautaire de développement;

c) résultats des évaluations des stratégies, programmes et projets par pays ou par secteur, ou de toute autre évaluation estimée intéressante par le comité du FED;

d) évaluation à mi-parcours des projets et des programmes, sur demande présentée par le comité du FED au moment d'approuver les propositions de financement, ou lorsque cette évaluation conduit à modifier de manière substantielle le projet ou programme concerné.

CHAPITRE V. — *Le comité de la facilité d'investissement*

Article 29

Le comité de la facilité d'investissement

1. Un comité, ci-après dénommé « comité FI », composé de représentants des gouvernements des Etats membres et d'un représentant de la Commission est créé sous l'égide de la Banque. Chaque gouvernement désigne un représentant et un suppléant. La Commission procède de la même manière pour son représentant. En vue d'assurer la continuité, le président du comité FI est élu par et parmi les membres du comité FI pour une durée de deux ans. La Banque assure le secrétariat du comité et met à sa disposition des services d'appui. Seuls les membres du comité FI désignés par les Etats membres, ou leur suppléant, prennent part au vote.

2. Le Conseil, statuant à l'unanimité, adopte le règlement intérieur du comité FI sur la base d'une proposition élaborée par la Banque après consultation de la Commission.

3. Le comité FI statue à la majorité qualifiée. Les voix sont pondérées conformément à l'article 21.

4. Le comité FI se réunit au moins quatre fois par an. Des réunions supplémentaires peuvent être convoquées à la demande de la Banque ou des membres du comité, conformément au règlement intérieur. En outre, le comité FI peut émettre un avis par la procédure écrite sur les questions visées à l'article 30, paragraphe 2.

Artikel 27

Besluitvormingsprocedure

1. In de gevallen waarin het Comité van het EOF advies moet uitbrengen legt de Commissie het Comité een ontwerp van de te nemen maatregelen voor.

2. Het Comité van het EOF brengt advies uit overeenkomstig het bepaalde in artikel 21 en het reglement van orde als bedoeld in artikel 21, lid 2.

3. Wanneer het Comité van het EOF advies heeft uitgebracht, neemt de Commissie maatregelen, welke onmiddellijk van toepassing zijn. Indien de Commissie besluit af te wijken van het advies van het Comité of het Comité een negatief advies heeft uitgebracht, trekt de Commissie het voorstel in of legt zij het zo spoedig mogelijk voor aan de Raad. De Raad neemt binnen een periode welke in de regel de duur van twee maanden niet overschrijdt, een besluit over het voorstel volgens dezelfde stemprocedure als die welke in het Comité geldt.

4. Indien de door de Commissie aan de Raad voorgelegde maatregel bestaat uit een financieringsvoorstel als bedoeld in artikel 24, lid 1, of een algemene machtiging als bedoeld in artikel 26, wordt/worden de betrokken ACS-staat/ACS-staten hiervan in kennis gesteld overeenkomstig artikel 16 van bijlage IV van de ACS-EG-partnerschaps-overeenkomst. De Gemeenschap neemt in zo een geval geen definitief besluit voordat de in artikel 16, lid 5, van bijlage IV van de ECS-EG-partnerschaps-overeenkomst genoemde periode van zestig dagen verstreken is.

Artikel 28

Toezicht op de uitvoering

Ten aanzien van het toezicht op de uitvoering van de samenwerking vinden in het Comité van het EOF besprekingen plaats over :

a) algemene ontwikkelingsvraagstukken, indien deze aanleiding geven tot problemen met betrekking tot de uitvoering van het Europees Ontwikkelingsfonds;

b) sectorale strategieën die door de Commissie in samenwerking met deskundigen van de lid-Staten zijn ontwikkeld, indien zulks noodzakelijk wordt geacht met het oog op de coherentie van het ontwikkelingsbeleid van de Gemeenschap;

c) de resultaten van de beoordeling van nationale of sectorale strategieën, programma's, projecten of andere beoordelingen die voor het Comité van belang worden geacht;

d) de tussentijdse evaluatie van projecten en programma's, indien het Comité van het EOF daarom ten behoeve van de goedkeuring van financieringsvoorstellen heeft verzocht, of indien deze evaluatie aanleiding geeft tot ingrijpende wijzigingen in het betrokken project of programma.

HOOFDSTUK V. — *Comité van de investeringsfaciliteit*

Artikel 29

Het Comité van de Investeringsfaciliteit

1. Er wordt bij de Bank een Comité ingesteld (hierna het « IF-comité » genoemd) dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten en een vertegenwoordiger van de Commissie. Iedere regering benoemt een vertegenwoordiger en wijst een plaatsvervanger aan. De Commissie gaat voor haar vertegenwoordiger op dezelfde wijze te werk. Ter wille van de continuïteit wordt de voorzitter van het IF-comité gekozen door en onder de leden van het IF-comité voor een periode van twee jaar. De Bank draagt zorg voor het secretariaat en de ondersteunende dienstverlening van het comité. Enkel de door de lid-Staten benoemde leden van het comité of hun plaatsvervangers hebben stemrecht.

2. De Raad stelt met eenparigheid van stemmen het reglement van orde van het IF-comité vast op basis van een door de Bank na raadpleging van de Commissie opgesteld voorstel.

3. Het IF-comité besluit bij gekwalificeerde meerderheid van stemmen. De stemmen worden gewogen zoals bepaald in artikel 21.

4. Het IF-comité komt tenminste vier maal per jaar bijeen. Daarnaast komt het bijeen op verzoek van de Bank of van leden van het comité, zoals bepaald in het reglement van orde. Voorts kan het IF-comité schriftelijk advies uitbrengen betreffende in artikel 30, lid 2, opgesomde zaken.

Article 30

Compétences du comité FI, de la Banque et de la Commission

1. Le comité FI approuve :

- 1) les lignes directrices opérationnelles de la facilité et les propositions visant à leur révision;
- 2) les stratégies d'investissement et les plans d'activités de la facilité, y compris les indicateurs de performance, sur la base des objectifs de l'accord ACP-CE et des principes généraux de la politique de la Communauté en matière de développement;
- 3) les rapports annuels de la facilité d'investissement;
- 4) tout document de politique générale, y compris les rapports d'évaluation, concernant la facilité d'investissement;

2. En outre, le comité FI émet un son avis sur :

1) les propositions visant à octroyer une bonification d'intérêt en vertu de l'article 2, paragraphe 7, et de l'article 4, paragraphe 2, de l'annexe II de l'accord; dans un tel cas, le comité émet aussi un avis sur l'utilisation d'une telle bonification d'intérêt;

2) les propositions visant à une intervention de la facilité d'investissement pour tout projet pour lequel la Commission a rendu un avis négatif;

3) toute autre proposition relative à la facilité d'investissement sur la base des principes généraux tels que définis dans les orientations opérationnelles.

3. Il incombe à la Banque de soumettre au comité FI, en temps utile, toute question nécessitant l'approbation ou l'avis du comité FI, conformément aux paragraphes 1 et 2. Toute proposition soumise audit comité pour avis sera élaborée conformément aux critères et aux principes pertinents énoncés dans les lignes directrices opérationnelles.

4. La Banque et la Commission coopèrent étroitement et, si nécessaire, elles coordonnent leurs opérations respectives. En particulier :

1) la Banque élabore le projet de lignes directrices opérationnelles de la facilité d'investissement conjointement avec la Commission;

2) la Banque demande au préalable l'avis de la Commission sur :

- a) les stratégies d'investissement, les plans d'activités et les documents de politique générale
- b) la conformité des projets du secteur public ou du secteur financier avec la stratégie de soutien par pays ou de soutien régional correspondante ou, le cas échéant, avec les objectifs généraux de la facilité d'investissement;

3) la Banque demande aussi l'accord de la Commission pour toute proposition soumise au comité FI concernant une bonification d'intérêt, quant à sa conformité avec l'annexe II, avec l'article 2, paragraphe 7, et avec l'article 4, paragraphe 2, de l'accord ACP-CE, ainsi qu'avec les critères énoncés dans les lignes directrices opérationnelles de la facilité d'investissement.

La Commission est censée avoir rendu un avis favorable ou avoir approuvé une proposition si elle ne communique pas un avis négatif dans les deux semaines qui suivent la présentation de la proposition. Lorsque l'avis de la Commission est requis pour une proposition visée au point 2), sous b), la Banque présente sa demande sous la forme d'un memorandum succinct énonçant les objectifs et les principes de base de l'opération proposée ainsi que sa pertinence au regard de la stratégie pour le pays concerné.

5. La Banque n'entreprend aucune des actions énumérées au paragraphe 2 sans l'avis favorable du comité FI.

Si le comité FI rend un avis favorable, la Banque statue sur la proposition conformément à ses propres procédures. Elle peut notamment décider, en raison de circonstances nouvelles, de ne pas donner suite à la proposition. La Banque informe périodiquement le comité FI et la Commission des dossiers auxquels elle a décidé de ne pas donner suite.

En ce qui concerne les prêts accordés sur ses propres ressources et les investissements au titre de la facilité d'investissement pour lesquels l'avis du comité FI n'est pas exigé, la Banque arrête sa décision conformément à ses propres procédures et, dans le cadre de la facilité, conformément aux lignes directrices et aux stratégies d'investissement approuvées par le comité FI.

Si le comité FI rend un avis négatif concernant une proposition visant à octroyer une bonification d'intérêt, la Banque peut néanmoins décider d'octroyer le prêt sans bonification d'intérêt. La Banque informe périodiquement le comité FI et la Commission des dossiers pour lesquels elle a décidé de procéder de la sorte.

Artikel 30

Taken van het Comité van de Investeringsfaciliteit, de Bank en de Commissie

1. Het IF-comité hecht zijn goedkeuring aan :

- 1) de operationele richtsnoeren voor de faciliteit en voorstellen voor de herzieningen ervan;
- 2) de investeringsstrategieën en de bedrijfsplannen van de faciliteit, met inbegrip van prestatie-indicatoren, overeenkomstig de doelstellingen van de overeenkomst van Cotonou en de algemene beginselen van het ontwikkelingsbeleid van de Gemeenschap;
- 3) de jaarverslagen van de Investeringsfaciliteit;
- 4) alle algemene beleidsdocumenten, met inbegrip van evaluatie-rapporten betreffende de Investeringsfaciliteit.

2. Voorts brengt het IF-comité advies uit over :

1) voorstellen voor de toekenning van een rentesubsidie uit hoofde van artikel 2, lid 7, en artikel 4, lid 2, van bijlage II bij de overeenkomst. In dat geval brengt het comité tevens advies uit over het gebruik van deze rentesubsidie;

2) voorstellen voor een IF-investering voor projecten waarvoor de Commissie een negatief advies heeft uitgebracht;

3) andere voorstellen betreffende de Investeringsfaciliteit, op basis van de algemene beginselen zoals vastgelegd in de operationele richtsnoeren.

3. Het is aan de Bank om iedere kwestie waarvoor de goedkeuring of het advies van het IF-comité is vereist, zoals bepaald in de leden 1 en 2 van dit artikel, tijdig aan het IF-comité voor te leggen. De voorstellen die voor advies aan het comité worden voorgelegd moeten worden gedaan overeenkomstig de desbetreffende criteria en beginselen die in de operationele richtsnoeren zijn vastgelegd.

4. De Bank en de Commissie werken nauw samen en coördineren, in voorkomend geval, hun optreden, met name op de volgende gebieden :

1) de Bank stelt, samen met de Commissie, het ontwerp van operationele richtsnoeren van de Faciliteit op;

2) de Bank vraagt de Commissie vooraf om advies betreffende :

- a) investeringsstrategieën, bedrijfsplannen en algemene beleidsdocumenten
- b) de conformiteit van projecten in de overheidssector of in de financiële sector met de desbetreffende NSS of RSS of, in voorkomend geval, de algemene doelstellingen van de Investeringsfaciliteit;

3) tevens verzoekt de Bank de Commissie om instemming betreffende aan het IF-comité gedane voorstellen voor rentesubsidie, wat de overeenstemming ervan betreft met bijlage II, artikel 2, lid 7, en artikel 4, lid 2, van de ACS-EG-overeenkomst en met de in de operationele richtsnoeren van de Faciliteit vastgestelde criteria.

De Commissie wordt geacht een positief advies te hebben uitgebracht of met het voorstel te hebben ingestemd, tenzij zij uiterlijk twee weken na de indiening van het voorstel een negatief advies uitbrengt. Wanneer het advies van de Commissie is vereist voor een voorstel uit hoofde van het tweede streepje, onder b), dient de Bank haar verzoek in in de vorm van een kort memorandum waarin de doelstellingen en de grondgedachte van de voorgestelde actie worden geschetst, alsmede het belang ervan voor de landenstrategie.

5. De Bank onderneemt geen in lid 2 vermelde actie tenzij het IF-comité een positief advies heeft uitgebracht.

Indien het IF-comité een positief advies uitbrengt, besluit de Bank over het voorstel overeenkomstig haar eigen procedures. Meer bepaald kan zij, in het licht van nieuwe omstandigheden, besluiten het voorstel niet uit te voeren. De Bank stelt het IF-comité en de Commissie op gezette tijden in kennis van gevallen waarin zij heeft besloten een actie niet te ondernemen.

Voor leningen uit haar eigen middelen en voor IF-investeringen waarvoor het advies van het IF-comité niet is vereist, besluit de Bank overeenkomstig haar eigen procedures en, in het geval van de Faciliteit, overeenkomstig de door het IF-comité goedgekeurde richtsnoeren en investeringsstrategieën.

Ondanks een negatief advies van het IF-comité betreffende een voorstel tot toekenning van een rentesubsidie, kan de Bank de desbetreffende lening zonder rentesubsidie toekennen. De Bank stelt het IF-comité en de Commissie op gezette tijden in kennis van de gevallen waarin zij heeft besloten op deze wijze te handelen.

La Banque peut, dans les conditions énoncées dans les lignes directrices opérationnelles et pour autant que l'objectif essentiel du prêt ou de l'investissement au titre de la facilité d'investissement reste inchangé, décider de modifier les termes d'un prêt ou d'un investissement au titre de la facilité d'investissement pour lequel le comité FI a rendu un avis favorable conformément au paragraphe 2 ou de tout prêt assorti d'une bonification d'intérêt pour laquelle ledit comité a émis un avis favorable. La Banque peut notamment décider d'augmenter jusqu'à concurrence de 20 % le montant du prêt ou de l'investissement au titre de la facilité d'investissement.

Une telle augmentation peut, pour les projets bénéficiant d'une bonification d'intérêt visés à l'article 2, paragraphe 7, point a) de l'annexe II de l'accord, donner lieu à une augmentation proportionnelle du montant de la bonification d'intérêt. La Banque informe périodiquement le comité FI et la Commission des dossiers pour lesquels elle décide de procéder de la sorte. En ce qui concerne les projets visés à l'article 2, paragraphe 7, point b) de l'annexe II de l'accord, si une augmentation du montant de la bonification est demandée, le comité FI doit émettre un avis avant que la Banque puisse l'accorder.

6. La Banque gère les investissements de la facilité d'investissement et tous les fonds détenus au titre de ladite facilité conformément aux objectifs de l'accord. Elle peut, notamment, faire partie des organes de gestion et de contrôle des personnes morales dans lesquelles la facilité d'investissement est engagée, et elle peut engager, exercer et modifier les droits détenus au titre de la facilité d'investissement.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Article 31

Règlement financier

Les dispositions d'application du présent accord font l'objet d'un règlement financier arrêté, dès l'entrée en vigueur de l'accord ACP-CE, par le Conseil statuant à la majorité qualifiée prévue à l'article 21, sur la base d'une proposition de la Commission, et après avis de la Banque, en ce qui concerne les dispositions qui intéressent celle-ci, et de la Cour des comptes instituée par l'article 247 du traité instituant la Communauté européenne (ci-après dénommée « Cour des Comptes »).

Article 32

Arrangements financiers

1. À la clôture de chaque exercice, la Commission arrête le compte de la gestion écoulée et le bilan du 9^e FED.

2. Sans préjudice du paragraphe 4, la Cour des comptes exerce également ses pouvoirs à l'égard des opérations du 9^e FED. Les conditions dans lesquelles la Cour des comptes exerce ses pouvoirs sont arrêtées dans le règlement financier visé à l'article 31.

3. La décharge de la gestion financière du 9^e FED, à l'exclusion des opérations gérées par la Banque, est donnée à la Commission par le Parlement européen sur recommandation du Conseil, qui statue à la majorité qualifiée prévue à l'article 21.

4. Les informations visées à l'article 12 sont communiquées par la Commission à la Cour des comptes afin de permettre à celle-ci d'exécuter son contrôle sur pièces de l'aide apportée sur les ressources du 9^e FED.

5. Les opérations financées sur les ressources du 9^e FED dont la Banque assure la gestion font l'objet des procédures de contrôle et de décharge prévues par les statuts de la Banque pour l'ensemble de ses opérations. La Banque adresse chaque année au Conseil et à la Commission un rapport sur l'exécution des opérations financées sur les ressources du 9^e FED dont elle assure la gestion.

Article 33

FED antérieurs

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 et conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point b), les reliquats des FED antérieurs sont transférés au 9^e FED et gérés dans les conditions prévues soit par le présent accord, soit par la décision.

Onder voorbehoud van in de operationele richtsnoeren vastgestelde voorwaarden en op voorwaarde dat de hoofddoelstelling van de lening of IF-investering niet wordt gewijzigd, kan de Bank besluiten tot wijziging van de voorwaarden van een IF-lening of investering waarover het IF-comité overeenkomstig lid 2 een positief advies heeft gegeven of een lening waarvoor het comité een positief advies betreffende de rentesubsidie heeft uitgebracht. In het bijzonder kan de Bank besluiten het bedrag van de lening of de IF-investering met maximum 20 % te verhogen.

Voor projecten met rentesubsidie die onder artikel 2, lid 7, onder a), van bijlage II van de overeenkomst vallen, kan een dergelijke verhoging gepaard gaan met een proportionele verhoging van de rentesubsidie. De Bank stelt het IF-comité en de Commissie op gezette tijden in kennis van de gevallen waarin zij hiertoe heeft besloten. Indien voor projecten die onder artikel 2, lid 7, onder b), van bijlage II van de overeenkomst vallen, om verhoging van de subsidie wordt verzocht, moet het IF-comité advies uitbrengen vóór de Bank deze afhandelt.

6. De Bank beheert de IF-investeringen en alle middelen die zij namens de Investeringsfaciliteit houdt overeenkomstig de doelstellingen van de overeenkomst. Zij mag meer bepaald zitting hebben in de beheers- en toezichtsorganen van de rechtspersonen waarin de Investeringsfaciliteit is geïnvesteerd en mag transigeren, kwijting verlenen en de rechten die zij namens de Investeringsfaciliteit houdt, wijzigen.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Artikel 31

Financieel reglement

De uitvoeringsbepalingen van dit akkoord worden nedergelegd in een Financieel Reglement, dat vóór de inwerkingtreding van de ACS-EG-overeenkomst door de Raad met de in artikel 21 vastgestelde gekwalificeerde meerderheid van stemmen wordt vastgesteld op basis van een voorstel van de Commissie, na advies van de Bank inzake de voor haar relevante bepalingen en van de bij artikel 247 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap ingestelde Rekenkamer.

Artikel 32

Financiële regelingen

1. Bij de afsluiting van elk begrotingsjaar stelt de Commissie de jaarrekening en de balans van het fonds vast.

2. Onverminderd het bepaalde in lid 4 oefent tevens de Rekenkamer haar bevoegdheden uit ten aanzien van de verrichtingen van het fonds. De wijze waarop dit geschiedt, wordt in het in artikel 31 bedoelde Financieel Reglement bepaald.

3. Voor het financiële beheer van het fonds, met uitzondering van door de Bank beheerde verrichtingen, wordt de Commissie kwijting verleend door het Europees Parlement op aanbeveling van de Raad, die daarover besluit met de in artikel 21 vastgestelde gekwalificeerde meerderheid van stemmen.

4. De in artikel 12 bedoelde gegevens worden door de Commissie ter beschikking van de Rekenkamer gehouden, zodat deze de uit de middelen van het fonds verleende steun aan de hand van de stukken kan controleren.

5. De uit de middelen van het fonds gefinancierde verrichtingen die onder het beheer van de Bank vallen, zijn onderworpen aan de controle- en kwijtingsprocedures zoals die voor alle verrichtingen van de Bank in haar statuten zijn vastgelegd. De Bank doet jaarlijks aan de Commissie en de Raad haar jaarverslag toekomen over de uitvoering van de verrichtingen die zijn gefinancierd uit de onder het beheer van de Bank vallende middelen van het fonds.

Artikel 33

Eerdere EOF's

1. Resterende saldi van eerdere EOF's worden, als bedoeld in artikel 1, lid 2, onder b), overgedragen naar het negende EOF, en worden onverminderd het bepaalde in lid 2 beheerd volgens de voorschriften van dit akkoord, respectievelijk, voorzover zij betrekking hebben op de LGO, volgens die van het besluit van de Raad.

2. Si le montant des transferts effectués des FED antérieurs au profit de programmes indicatifs nationaux ou régionaux, visés respectivement à l'article 14, paragraphe 3, point c), et à l'article 19, au titre du 9^e FED est supérieur à 10 millions d'EUR par pays ou par région, ces ressources sont gérées conformément aux dispositions du FED d'origine pour ce qui concerne l'éligibilité à la participation aux appels d'offres et à la passation de marchés. Si les ressources transférées sont inférieures ou égales à 10 millions d'EUR, les règles d'éligibilité aux appels d'offres prévues pour le 9^e FED sont applicables.

Article 34

Clause de révision

Les articles contenus dans les chapitres II à V peuvent, à l'exception de l'article 21, être modifiés par le Conseil statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission. La Banque est associée à la proposition de la Commission pour les questions relatives à ses activités et aux opérations de la facilité d'investissement. Ces modifications peuvent être envisagées pour :

a) assurer la cohérence avec l'accord ACP-CE et notamment ses annexes régissant les procédures de mise en oeuvre et de gestion;

b) améliorer l'efficacité de la mise en oeuvre des ressources du Fonds européen d'investissement. À cet égard, les seuils fixés à l'article 24 à partir desquels les propositions de financement sont soumises au comité du FED et le processus de prise de décision prévu à l'article 27 peuvent être réexaminés en 2003.

Article 35

Ratification, entrée en vigueur et durée de l'accord interne

1. Le présent accord est approuvé par chaque Etat membre conformément aux règles constitutionnelles qui lui sont propres. Le gouvernement de chaque Etat membre notifie au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne l'accomplissement des procédures requises pour l'entrée en vigueur du présent accord.

2. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la notification de son approbation par le dernier Etat membre.

3. Le présent accord est conclu pour la même durée que le protocole financier annexé à l'accord ACP-CE. Toutefois, sans préjudice de l'article 2, paragraphe 4, il reste en vigueur dans la mesure nécessaire à l'exécution intégrale de toutes les opérations financées au titre de l'accord ACP-CE et dudit protocole financier.

Article 36

Langues faisant foi

Le présent accord, rédigé en un exemplaire unique en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, italienne, portugaise, néerlandaise et suédoise, tous ces textes faisant également foi, est déposé dans les archives du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, qui en remet une copie certifiée conforme au gouvernement de chaque Etat signataire.

Notes

(1) En foi de quoi, les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, soussignés, ont apposé leurs signatures au bas du présent accord.

2. Indien de omvang van de middelen die aldus van eerdere EOF's zijn overgedragen naar bepaalde nationale en regionale indicatieve programma's als bedoeld in artikel 14, lid 3, onder c), en in artikel 19, en die onder het negende EOF vallen, meer bedraagt dan 10 miljoen euro per land of regio, zijn op deze middelen de regels van het EOF waaruit zij afkomstig zijn van toepassing betreffende de deelname aan aanbestedingen en de gunning van opdrachten. Indien de overgedragen middelen 10 miljoen euro of minder bedragen, zijn de voorwaarden voor de deelname aan aanbestedingen van het negende EOF van toepassing.

Artikel 34

Herzieningsclausule

De artikelen van de hoofdstukken II tot en met V kunnen, met uitzondering van artikel 21, op voorstel van de Commissie door de Raad met eenparigheid van stemmen worden gewijzigd. De Bank sluit zich aan bij het voorstel van de Commissie betreffende aangelegenheden die verband houden met haar activiteiten en die van de Investeringsfaciliteit. De bedoelde wijzigingen kunnen worden aangebracht teneinde :

a) de coherentie met de ACS-EG-overeenkomst te versterken, in het bijzonder met de bijlagen bij die overeenkomst betreffende uitvoeringsbepalingen en systemen voor het beheer; en

b) de EOF-middelen efficiënter te kunnen benutten. In dit verband kunnen de drempels inzake het voorleggen van financieringsvoorstellen aan het Comité van het EOF, als in artikel 24, en de besluitvormingsprocedure, als bedoeld in artikel 27, in 2003 herzien worden.

Artikel 35

Ratificatie, inwerkingtreding en looptijd

1. Dit akkoord wordt door elke lidstaat goedgekeurd overeenkomstig zijn eigen grondwettelijke voorschriften. De regering van elke lidstaat stelt het Secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie in kennis van de voltooiing van de procedures die voor de inwerkingtreding van dit akkoord zijn vereist.

2. Dit akkoord treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum waarop de laatste lidstaat van goedkeuring van dit akkoord kennis geeft.

3. Dit akkoord wordt gesloten voor dezelfde duur als het aan de ACS-EG-overeenkomst gehechte Financieel Protocol. Onverminderd het bepaalde in artikel 2, lid 4, blijft dit akkoord echter van kracht voor zover dit nodig is voor de volledige uitvoering van alle uit hoofde van de ACS-EG-overeenkomst en het Financieel Protocol gefinancierde verrichtingen.

Artikel 36

Authentieke talen

Dit akkoord, opgesteld in één exemplaar in de Deense, de Duitse, de Engelse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Italiaanse, de Nederlandse, de Portugese, de Spaanse en de Zweedse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek, wordt nedergelegd in het archief van het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie, dat een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift toezendt aan de regering van elk der ondertekenende staten.

Nota's

(1) Ten blijke waarvan de vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, hun handtekening onder dit akkoord hebben gesteld.

Annexe

DECLARATIONS RELATIVES AU CHAPITRE III
ANNEXEES A L'ACCORD INTERNE

1) Déclaration de la Commission et des Etats membres

« La Commission et les Etats membres rappellent l'importance qu'ils attachent au cadre normalisé pour les documents de stratégie par pays (DSP) qui est en cours d'élaboration à la suite de la résolution sur la complémentarité adoptée par le Conseil « Développement » en mai 1999. Le processus de programmation de l'aide du 9^e FED doit se conformer aux prochaines conclusions du Conseil sur les DSP. »

2) Déclarations de la Commission

« 1. La Commission veillera à ce que la stratégie de coopération par pays (SC) pour les Etats ACP soit conforme au cadre normalisé pour les documents de stratégie par pays. La SC devra en particulier :

a) comporter une analyse, des points de vue politique, économique et social, de la situation du pays, de ses contraintes, capacités et perspectives, ainsi qu'un schéma détaillé de la stratégie de développement à moyen terme du pays. Elle fournira en outre un schéma des plans et actions pertinents des autres donateurs présents dans le pays, notamment de ceux des Etats membres de l'Union européenne en leur qualité de donateurs bilatéraux;

b) définir des stratégies de réponse adéquates auxquelles la Communauté devra apporter son appui. Les stratégies de réponse doivent découler de la stratégie de développement du pays lui-même et de l'analyse de la situation du pays. La stratégie de réponse sera construite autour d'un nombre strictement limité de secteurs d'intervention convenus; elle sera également cohérente et complémentaire par rapport aux interventions des autres donateurs présents dans le pays concerné. Elle doit intégrer les questions horizontales et intersectorielles, telles que l'accent sur la lutte contre la pauvreté, l'égalité de traitement entre hommes et femmes, les questions environnementales, le renforcement des capacités et les questions de développement durable. La SC doit s'appuyer sur l'expérience acquise et prendre en compte toutes les évaluations pertinentes.

2. La stratégie de réponse sera traduite en un programme de travail indicatif réaliste et actualisé chaque année, qui fera partie intégrante du document de la SC. Le programme de travail définira les instruments qui seront utilisés pour les projets ou programmes dans chaque secteur individuel. Afin de garantir une approche pragmatique, il sera centré sur des objectifs et indicateurs opérationnels. Il indiquera également un calendrier de mise en oeuvre et de révision du programme indicatif et définira les indicateurs à utiliser pour mesurer les résultats.

3. Le processus de revue opérationnelle annuelle est exécuté conformément à l'article 5, paragraphe 4, de l'annexe IV de l'accord ACP-CE et consiste notamment à apprécier la progression des activités esquissées dans le programme indicatif, celle-ci étant mesurée par rapport à des objectifs et indicateurs spécifiques.

4. A l'occasion des revues à mi-parcours et finales effectuées conformément à l'article 5, paragraphe 6, de l'annexe IV de l'accord ACP-CE, la révision comporte une évaluation de la SC. Les revues à mi-parcours et finales comportent notamment :

a) une analyse de la situation politique, économique et sociale ainsi que de la cohérence et de la pertinence de la stratégie de réponse de la Communauté européenne par rapport à la situation du pays;

Bijlage

VERKLARINGEN BIJ HOOFDSTUK III,
TE HECHTEN AAN HET INTERN AKKOORD

1) Verklaring van de Commissie en de lid-Staten voor de Raadsnotulen

« De Commissie en de lid-Staten wijzen andermaal op het belang dat zij hechten aan het eenvormige kader voor de strategische nota's per land, dat ontwikkeld wordt als follow-up van de resolutie van de Raad Ontwikkelingssamenwerking van mei 1999 over complementariteit. De procedure voor de programmering van de bijstand uit het EOF zal beantwoorden aan de toekomstige conclusies van de Raad met betrekking tot de strategische nota's per land. »

2) Verklaringen van de Commissie

« 1. De Commissie ziet erop toe dat de nationale samenwerkingsstrategie (NSS) voor de ACS-staten beantwoordt aan het eenvormige kader voor de strategische nota's per land. De NSS bevat met name de volgende elementen :

a) een analyse van de politieke, economische en sociale achtergrond van het land, de beperkingen, capaciteiten en vooruitzichten, alsmede een gedetailleerd overzicht van de ontwikkelingsstrategie van het land voor de middellange termijn. Het bevat tevens een overzicht van de relevante plannen en maatregelen van andere donoren die in het land actief zijn, met name de EU-lid-Staten als bilaterale donoren;

b) een omschrijving van de door de Commissie te ondersteunen responsstrategieën. De responsstrategie moet gebaseerd zijn op de ontwikkelingsstrategie van het land zelf en de analyse van de situatie in dat land. De responsstrategie moet worden opgebouwd rond een strikt beperkt aantal overeengekomen interventiesectoren, en moet worden afgestemd op en complementair zijn met de interventies van andere donoren in het betrokken land. Het moet horizontale en transsectorale thema's bevatten, zoals de centrale rol van armoedebestrijding, gendergelijkwaardigheid, milieukwesties, capaciteitsopbouw en thema's in verband met duurzame ontwikkeling. Voor het opstellen van de NOS moet lering worden getrokken uit het verleden en rekening worden gehouden met alle relevante evaluaties.

2. De responsstrategie wordt vertaald in een realistisch, jaarlijks bijgewerkt, indicatief werkprogramma, dat als een integrerend deel wordt opgenomen in het NSS-document. In het werkprogramma wordt bepaald welke instrumenten gebruikt worden voor de projecten/programma's in elke concentratiesector. Om resultaatgerichte aanpak te garanderen, moet de klemtoon liggen op operationele doelstellingen en indicatoren. Het werkprogramma moet ook een tijdschema bevatten voor de uitvoering en de evaluatie van het indicatief werkprogramma en indicatoren bepalen om de resultaten te meten.

3. De jaarlijkse operationele evaluatie wordt uitgevoerd overeenkomstig artikel 5, lid 4, van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst en bestaat onder meer in een beoordeling van de vorderingen van de in het indicatieve programma genoemde activiteiten, afgemeten aan specifieke doelstellingen en indicatoren.

4. Bij de tussentijdse en eindevaluaties, die overeenkomstig artikel 5, lid 6, van bijlage IV bij de ACS-EG-overeenkomst worden uitgevoerd, wordt het NSS geëvalueerd. De tussentijdse en eindevaluaties bevatten onder meer :

a) een analyse van de politieke, economische en sociale situatie en de samenhang en relevantie van de responsstrategie van de EG ten opzichte van de situatie van het land;

b) les résultats de la coopération, passée ou en cours, de la Communauté européenne avec le pays concerné compte tenu des résultats des évaluations pertinentes, y compris une évaluation des questions horizontales et intersectorielles;

c) une évaluation et une mise à jour de la SC, compte tenu du degré général de complémentarité des opérations couvertes par le programme de travail de la SC par rapport aux interventions des États membres et des autres donateurs.

La révision annuelle ainsi que les revues à mi-parcours et finales comportent une mise à jour concrète et spécifique et une révision du programme indicatif, y compris une prolongation de la perspective de programmation pour la période suivante de cinq ans.

5. La Commission élabore des lignes directrices détaillées sur la programmation et les revues, qui refléteront et détailleront ces principes. Les services de la Commission utilisent systématiquement lesdites lignes directrices pour le processus de programmation. Les lignes directrices sont communiquées aux États membres pour information.

6. Les rôles respectifs du chef de délégation et du siège de la Commission dans le cadre du processus de programmation sont tels que décrits dans l'accord ACP-CE. »

ACCORD INTERNE

ENTRE LES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES, REUNIS AU SEIN DU CONSEIL, RELATIF AUX MESURES A PRENDRE ET AUX PROCEDURES A SUIVRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ACP-CE

LES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, REUNIS AU SEIN DU CONSEIL,

VU le traité instituant la Communauté européenne, ci-après dénommé « traité »,

VU l'accord de partenariat ACP-CE, signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000, ci-après dénommé « accord ACP-CE »,

VU le projet de la Commission,

Considérant ce qui suit :

(1) Les représentants de la Communauté auront à prendre des positions communes au sein du Conseil des Ministres prévu par l'accord ACP-CE, ci-après dénommé « Conseil des Ministres ACP-CE ». D'autre part, l'application des décisions, recommandations et avis de ce Conseil pourront requérir, selon le cas, une action de la Communauté, une action commune des États membres ou l'action d'un État membre.

(2) Il est donc nécessaire pour les États membres de préciser les conditions selon lesquelles seront dégagées, dans les domaines qui relèvent de leur compétence, les positions communes à prendre par les représentants de la Communauté au sein du Conseil des Ministres ACP-CE. Il leur appartiendra, en outre, de prendre dans les mêmes domaines les mesures d'application des décisions, recommandations et avis de ce Conseil qui pourraient requérir une action commune des États membres ou l'action d'un État membre.

(3) Il appartiendra aux États membres, dans les domaines couverts par l'accord ACP-CE et relevant de leur compétence, d'habiliter le Conseil à adopter des décisions appropriées, en vertu des articles 96 et 97 de l'accord ACP-CE.

b) de resultaten van de vroegere of huidige EG-samenwerking met het betrokken land, waarbij de resultaten van de relevante evaluaties in aanmerking worden genomen alsmede, een evaluatie van de horizontale en transsectorale kwesties;

c) een evaluatie en een bijwerking van het NSS, waarbij de algehele graad van complementariteit van de activiteiten uit hoofde van het NSS-werkprogramma en de interventies van de lid-Staten en andere donors in aanmerking wordt genomen.

Zowel de jaarlijkse evaluatie als de tussentijdse en eindevaluaties bevatten een concrete en specifieke bijwerking en herziening van het indicatieve programma, waaronder een uitbreiding van de programmeringsperspectieven voor de volgende vijf jaar.

5. De Commissie is gedetailleerde richtsnoeren aan het opstellen inzake programmering en evaluatie, waarin deze beginselen in detail weerspiegeld zullen worden. Deze richtsnoeren zullen stelselmatig door de Commissiediensten worden gebruikt tijdens het programmeringsproces. De richtsnoeren zullen ter informatie worden toegezonden aan de lid-Staten.

6. De respectieve rollen van de hoofden van de delegaties en de Commissie in Brussel zijn die welke in de ACS-EG-overeenkomst worden beschreven. »

INTERN AKKOORD

TUSSEN DE VERTEGENWOORDIGERS VAN DE REGERINGEN VAN DE LIDSTATEN, IN HET KADER VAN DE RAAD BIJEEN, INZAKE MAATREGELEN EN PROCEDURES VOOR DE TENUITVOERLEGGING VAN DE ACS-EG-PARTNERSCHAPS-OVEREENKOMST

DE VERTEGENWOORDIGERS VAN DE REGERINGEN VAN DE LIDSTATEN VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP, IN HET KADER VAN DE RAAD BIJEEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, hierna « het Verdrag » genoemd,

Gelet op de Partnerschapsovereenkomst tussen de ACS en de EG, ondertekend te Cotonou (Benin) op 23 juni 2000, hierna de « ACS-EG-Overeenkomst » genoemd,

Gezien het ontwerp van de Commissie,

Overwegende hetgeen volgt :

(1) De vertegenwoordigers van de Gemeenschap zullen gemeenschappelijke standpunten dienen in te nemen in de bij de ACS-EG-Overeenkomst ingestelde Raad van Ministers, hierna « ACS-EG-Raad van Ministers » genoemd; bij de toepassing van de besluiten, aanbevelingen en adviezen van deze Raad kan, naar gelang het geval, optreden van de Gemeenschap, gemeenschappelijk optreden van de lid-Staten of optreden van een afzonderlijke lidstaat noodzakelijk zijn.

(2) De lid-Staten dienen derhalve duidelijk aan te geven op welke wijze de door de vertegenwoordigers van de Gemeenschap in de ACS-EG-Raad van Ministers in te nemen gemeenschappelijke standpunten zullen worden vastgesteld op de gebieden die onder hun bevoegdheid vallen; voorts dienen zij ook op deze gebieden maatregelen te treffen voor de toepassing van besluiten, aanbevelingen en adviezen van deze Raad die een gemeenschappelijk optreden van de lid-Staten of optreden van een afzonderlijke lidstaat noodzakelijk zouden kunnen maken.

(3) De Raad moet door de lid-Staten, ten aanzien van de terreinen die door de ACS-EG-Overeenkomst worden bestreken en die binnen hun bevoegdheid vallen, worden gemachtigd tot het vaststellen van de passende besluiten krachtens de artikelen 96 en 97 van de ACS-EG-Overeenkomst.

(4) Il convient, par ailleurs, de prévoir que les Etats membres se communiquent entre eux et communiquent à la Commission tout traité, convention, accord ou arrangement et toute partie de traité, convention, accord ou arrangement qui affectent des matières traitées dans l'accord ACP-CE et qui ont été conclus ou seront conclus entre un ou plusieurs Etats membres et un ou plusieurs Etats ACP.

(5) Il y a lieu, en outre, de prévoir les procédures par lesquelles les Etats membres peuvent régler les différends pouvant naître entre eux au sujet de l'accord ACP-CE,

Sont convenus des dispositions qui suivent :

Article premier

La position commune que les représentants de la Communauté ont à prendre au sein du Conseil des Ministres ACP-CE et du comité des ambassadeurs lorsque ceux-ci traitent de questions relevant de la compétence des Etats membres est arrêtée par le Conseil, statuant à l'unanimité sur un projet de la Commission ou d'un Etat membre après consultation de la Commission.

Article 2

Les décisions et les recommandations adoptées par le Conseil des Ministres ACP-CE ou par le Comité des ambassadeurs dans les domaines qui relèvent de la compétence des Etats membres sont mises en oeuvre par des actes pris par ceux-ci.

Article 3

La position des Etats membres pour la mise en oeuvre des articles 96 et 97 de l'accord ACP-CE, lorsque celle-ci couvre des questions relevant de leur compétence, est arrêtée par le Conseil statuant conformément à la procédure prévue à l'annexe.

Si les mesures envisagées concernent des domaines relevant de la compétence des Etats membres, le Conseil peut aussi statuer sur initiative d'un Etat membre.

Article 4

Tout traité, convention, accord ou arrangement et toute partie de traité, convention, accord ou arrangement qui affectent des matières traitées dans l'accord ACP-CE, quelle qu'en soit la forme ou la nature, et qui ont été conclus ou seront conclus entre un ou plusieurs Etats membres et un ou plusieurs Etats ACP sont communiqués dans les meilleurs délais par le ou les Etats membres intéressés aux autres Etats membres et à la Commission. A la demande d'un Etat membre ou de la Commission, tout texte ainsi communiqué fait l'objet d'une délibération au sein du Conseil.

Article 5

Lorsqu'un Etat membre estime nécessaire d'avoir recours à l'article 98 de l'accord ACP-CE dans les domaines qui relèvent de la compétence des Etats membres, il consulte au préalable les autres Etats membres et la Commission.

Si le Conseil des Ministres ACP-CE est amené à prendre une décision sur l'action de l'Etat membre visé au premier alinéa, la position présentée par la Communauté est celle de l'Etat membre intéressé, à moins que les représentants de gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, n'en décident autrement.

Article 6

Les différends nés entre Etats membres et relatifs à l'accord ACP-CE, aux annexes et protocoles qui y sont joints ou aux accords internes conclus pour l'application dudit accord ACP-CE sont, à la requête de la partie la plus diligente, soumis à la Cour de justice des Communautés européennes dans les conditions prévues par le traité et le protocole relatif au statut de la Cour de justice annexé au traité.

Article 7

Les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, peuvent à tout moment, statuant à l'unanimité sur un projet de la Commission ou d'un Etat membre après consultation de la Commission, modifier le présent accord.

(4) Bepaald moet worden dat de lid-Staten elkaar en de Commissie in kennis stellen van alle verdragen, overeenkomsten, akkoorden en regelingen en alle onderdelen van verdragen, overeenkomsten, akkoorden en regelingen die betrekking hebben op in de ACS-EG-Overeenkomst behandelde onderwerpen en tussen een of meer lid-Staten en een of meer ACS-staten zijn of zullen worden gesloten.

(5) Voorts dient te worden bepaald volgens welke procedures de lid-Staten hun eventuele onderlinge geschillen over de ACS-EG-Overeenkomst zullen beslechten,

BESLUITEN :

Artikel 1

Het gemeenschappelijk standpunt dat de vertegenwoordigers van de Gemeenschap in de ACS-EG-Raad van Ministers en het ACS-EG-Comité van Ambassadeurs moeten innemen, wanneer deze aangelegenheden behandelen die onder de bevoegdheid van de lid-Staten vallen, wordt door de Raad met eenparigheid van stemmen vastgesteld, op voorstel van de Commissie of van een lidstaat, na raadpleging van de Commissie.

Artikel 2

De lid-Staten treffen maatregelen voor de toepassing van de besluiten en aanbevelingen van de ACS-EG-Raad van Ministers of het ACS-EG-Comité van Ambassadeurs op de gebieden die onder de bevoegdheid van de lid-Staten vallen.

Artikel 3

Het standpunt dat de lid-Staten innemen ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de artikelen 96 en 97 van de ACS-EG-Overeenkomst, wanneer hiermee aangelegenheden die onder hun bevoegdheid vallen gemoeid zijn, wordt vastgesteld door de Raad overeenkomstig de in de bijlage opgenomen procedure.

Indien de voorgenomen maatregelen betrekking hebben op gebieden die onder de bevoegdheid van de lid-Staten vallen, kan de Raad tevens een besluit nemen op initiatief van een lidstaat.

Artikel 4

Alle verdragen, overeenkomsten, akkoorden en regelingen en alle onderdelen van verdragen, overeenkomsten, akkoorden en regelingen die betrekking hebben op in de ACS-EG-Overeenkomst behandelde onderwerpen en tussen een of meer lid-Staten en een of meer ACS-staten zijn of zullen worden gesloten, worden, ongeacht hun vorm of aard, zo spoedig mogelijk door de betrokken lidstaat of lid-Staten ter kennis gebracht van de overige lid-Staten en van de Commissie. Over de aldus ter kennis gebrachte tekst wordt op verzoek van een lidstaat of van de Commissie in de Raad beraadslaagd.

Artikel 5

Een lidstaat die het nodig oordeelt van artikel 98 van de ACS-EG-Overeenkomst gebruik te maken op gebieden die onder de bevoegdheid van de lid-Staten vallen, dient vooraf de overige lid-Staten en de Commissie te raadplegen.

Indien de ACS-EG-Raad van Ministers zijn standpunt moet bepalen ten aanzien van het optreden van de in de eerste alinea bedoelde lidstaat, is het door de Gemeenschap in te nemen standpunt dat van de betrokken lidstaat, tenzij de vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, anders besluiten.

Artikel 6

Geschillen tussen lid-Staten in verband met de ACS-EG-Overeenkomst, de daaraan gehechte bijlagen en protocollen, alsmede de voor de toepassing van de genoemde ACS-EG-Overeenkomst getekende interne akkoorden, worden op verzoek van de meest gereede partij aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen voorgelegd op de wijze vastgesteld in het Verdrag en in het aan het Verdrag gehechte protocol betreffende het statuut van het Hof van Justitie.

Artikel 7

Op voorstel van de Commissie of van een lidstaat na raadpleging van de Commissie, kunnen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, dit akkoord te allen tijde met eenparigheid van stemmen wijzigen.

Article 8

Le présent accord est approuvé par chaque Etat membre conformément aux règles constitutionnelles qui lui sont propres. Le gouvernement de chaque Etat membre notifie au Secrétariat général du Conseil l'accomplissement des procédures requises pour son entrée en vigueur.

Le présent accord entre en vigueur, pour autant que les dispositions du premier alinéa soient remplies, en même temps que l'accord ACP-CE (1). Il reste en application pour la durée de celui-ci.

Article 9

Le présent accord, rédigé en un exemplaire unique en langues allemande, anglaise, danoise, finnoise, espagnole, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et suédoise, les onze textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du Secrétariat général du Conseil, qui en remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des Etats signataires.

Notes

(1) La date d'entrée en vigueur de l'accord ACP-CE sera publiée au Journal officiel des Communautés européennes par les soins du Secrétariat général du Conseil.

Annexe

1. Si, à l'initiative de la Commission ou d'un Etat membre, le Conseil estime qu'un Etat ACP a manqué à une obligation concernant un des éléments essentiels visés à l'article 9 de l'accord ACP-CE, ou dans des cas graves de corruption, l'Etat ACP concerné est invité, sauf s'il existe une urgence particulière, à procéder à des consultations conformément aux articles 96 et 97 de l'accord ACP-CE.

Le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Dans le cadre de ces consultations, la Communauté est représentée par la présidence du Conseil et par la Commission.

2. Si aucune solution n'a été trouvée à l'expiration des délais de consultation fixés par les articles 96 et 97 de l'accord ACP-CE et en dépit de tous les efforts entrepris, les articles précités prévoient que le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider, sur proposition de la Commission, de prendre des mesures appropriées pouvant aller jusqu'à la suspension partielle. La même règle s'applique immédiatement en cas d'urgence ou de refus de procéder à des consultations. Le Conseil statue à l'unanimité en cas de suspension totale de l'application de l'accord ACP-CE à l'égard de l'Etat ACP concerné.

Ces mesures restent en vigueur jusqu'à ce que le Conseil ait eu recours à la procédure applicable, définie au premier alinéa, pour prendre une décision modifiant ou annulant les mesures précédemment adoptées ou, le cas échéant, pour la période indiquée dans la décision.

A cette fin, le Conseil révisé périodiquement, et au moins tous les six mois, les mesures précitées.

Le président du Conseil notifie les mesures ainsi adoptées à l'Etat ACP concerné et au Conseil des Ministres ACP-CE avant leur entrée en vigueur.

La décision du Conseil est publiée au Journal officiel des Communautés européennes. Si les mesures sont adoptées immédiatement, leur notification est adressée à l'Etat ACP et au Conseil des Ministres ACP-CE, en même temps qu'une invitation à procéder à des consultations.

3. Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé de toute décision adoptée conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 de la présente annexe.

Artikel 8

Dit akkoord wordt door elke lidstaat goedgekeurd overeenkomstig zijn grondwettelijke voorschriften. De regering van elke lidstaat stelt het secretariaat-generaal van de Raad in kennis van de voltooiing van de procedures die voor de inwerkingtreding van dit akkoord zijn vereist.

Indien aan het bepaalde in de eerste alinea is voldaan, treedt dit akkoord in werking op dezelfde datum als de ACS-EG-Overeenkomst (2). Dit akkoord heeft dezelfde geldigheidsduur als de ACS-EG-Overeenkomst.

Artikel 9

Dit akkoord, opgesteld in één exemplaar in de Deense, de Duitse, de Engelse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Italiaanse, de Nederlandse, de Portugese, de Spaanse en de Zweedse taal, zijnde de elf teksten gelijkelijk authentiek, wordt nedergelegd in het archief van het secretariaat-generaal van de Raad, dat een voor eensluitend gewaarmerkt afschrift daarvan doet toekomen aan de regeringen van elk van de ondertekenende staten.

Nota's

(1) De datum van inwerkingtreding van de ACS-EG-Overeenkomst zal door het secretariaat-generaal van de Raad worden bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Bijlage

1. Indien de Raad, op initiatief van de Commissie of een lidstaat, oordeelt dat een ACS-staat niet heeft voldaan aan een van zijn verplichtingen betreffende een der essentiële elementen bedoeld in artikel 9 van de Partnerschapsovereenkomst, alsmede in ernstige gevallen van corruptie, wordt de desbetreffende ACS-staat uitgenodigd tot overleg overeenkomstig de artikelen 96 en 97 van de Partnerschapsovereenkomst, tenzij er sprake is van een bijzonder dringend geval.

De Raad besluit met gekwalificeerde meerderheid van stemmen.

Bij dit overleg wordt de Gemeenschap vertegenwoordigd door het voorzitterschap van de Raad en de Commissie.

2. Indien er bij het verlopen van de termijnen voor het overleg bedoeld in de artikelen 96 en 97 van de ACS-EG-Overeenkomst geen oplossing is gevonden, alsook onmiddellijk in bijzonder dringende gevallen of bij weigering om overleg te voeren, kan de Raad op grond van die artikelen op voorstel van de Commissie met gekwalificeerde meerderheid besluiten passende maatregelen te nemen, met inbegrip van gedeeltelijke opschorting. In geval van volledige opschorting van de toepassing van de ACS-EG-Overeenkomst ten aanzien van de betrokken ACS-staat, dient de Raad te besluiten met eenparigheid van stemmen.

Deze maatregelen blijven van kracht tot de Raad door middel van de procedure als bedoeld in de eerste alinea een besluit heeft genomen tot wijziging of tot intrekking van de eerder genomen maatregelen, dan wel in voorkomend geval gedurende de periode die in het besluit is vermeld.

Met dit doel evalueert de Raad de bedoelde maatregelen regelmatig, in ieder geval iedere zes maanden.

Vóór de aldus vastgestelde maatregelen in werking treden, stelt de voorzitter van de Raad de betrokken ACS-staat en de ACS-EG-Raad van Ministers ervan in kennis.

Het besluit van de Raad wordt bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen. Indien de maatregelen met onmiddellijke ingang worden vastgesteld, wordt bij de kennisgeving daarvan aan de ACS-staat en de Raad van Ministers een uitnodiging om overleg te treden gevoegd.

3. Het Europees Parlement wordt onmiddellijk volledig op de hoogte gebracht van elk besluit krachtens punt 1 of punt 2 van deze bijlage.

Accord interne entre les représentants des gouvernements des états membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du protocole financier de l'accord de partenariat entre les états d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses états membres, signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, et Annexe, faits à Bruxelles le 18 septembre 2000

LISTE DES ETATS LIES

ETATS	SIGNATURE	NOTIFICATION
ALLEMAGNE	18 septembre 2000	15 mai 2002
AUTRICHE	18 septembre 2000	16 juillet 2002
BELGIQUE	18 septembre 2000	26 février 2003
DANEMARK	18 septembre 2000	4 juillet 2001
ESPAGNE	18 septembre 2000	19 juin 2002
FINLANDE	18 septembre 2000	15 février 2002
FRANCE	18 septembre 2000	10 avril 2002
GRECE	18 septembre 2000	31 octobre 2002
IRLANDE	18 septembre 2000	29 mai 2002
ITALIE	18 septembre 2000	15 novembre 2002
LUXEMBOURG	18 septembre 2000	17 octobre 2002
NEDERLAND	18 septembre 2000	20 décembre 2002
PORTUGAL	18 septembre 2000	9 juillet 2002
ROYAUME-UNI	18 septembre 2000	17 juillet 2002
SUEDE	18 septembre 2000	9 janvier 2002

Cet accord entre en vigueur le 1^{er} avril 2003.

Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, betreffende de financiering en het beheer van de steun van de Gemeenschap in het kader van het financieel protocol bij de partnershapproevenkomst tussen de Staten in Afrika, het Caribisch gebied en de Stille Oceaan en de Europese Gemeenschap en haar lid-Staten, ondertekend te Cotonou (Benin) op 23 juni 2000, en de toewijzing van financiële bijstand ten behoeve van de landen en gebieden overzee waarop de bepalingen van het vierde deel van het EG-Verdrag van toepassing zijn, en Bijlage, gedaan te Brussel op 18 september 2002

LIJST MET DE GEBONDEN STATEN

STATEN	ONDERTEKENING	KENNISGEVING
BELGIË	18 september 2000	26 februari 2003
DENEMARKEN	18 september 2000	4 juli 2001
DUITSLAND	18 september 2000	15 mei 2002
FINLAND	18 september 2000	15 februari 2002
FRANKRIJK	18 september 2000	10 april 2002
GRIEKENLAND	18 september 2000	31 oktober 2002
IERLAND	18 september 2000	29 mei 2002
ITALIË	18 september 2000	15 november 2002
LUXEMBURG	18 september 2000	17 oktober 2002
NEDERLAND	18 september 2000	20 december 2002
OOSTENRIJK	18 september 2000	16 juli 2002
PORTUGAL	18 september 2000	9 juli 2002
SPANJE	18 september 2000	19 juni 2002
VERENIGD KONINKRIJK	18 september 2000	17 juli 2002
ZWEDEN	18 september 2000	9 januari 2002

Dit akkoord treedt in werking op 1 april 2003.

Accord interne entre les représentants des gouvernements des états membres, réunis au sein du Conseil, relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, et Annexe, faits à Bruxelles le 18 septembre 2000

LISTE DES ETATS LIES

ETATS	SIGNATURE	NOTIFICATION
ALLEMAGNE	18 septembre 2000	15 mai 2002
AUTRICHE	18 septembre 2000	16 juillet 2002
BELGIQUE	18 septembre 2000	17 mars 2003
DANEMARK	18 septembre 2000	3 juillet 2001
ESPAGNE	18 septembre 2000	19 juin 2002
FINLANDE	18 septembre 2000	15 février 2002
FRANCE	18 septembre 2000	7 septembre 2001
GRECE	18 septembre 2000	31 octobre 2002
IRLANDE	18 septembre 2000	29 mai 2002
ITALIE	18 septembre 2000	15 novembre 2002
LUXEMBOURG	18 septembre 2000	17 octobre 2002
PAYS-BAS	18 septembre 2000	20 décembre 2002
PORTUGAL	18 septembre 2000	9 juillet 2002
ROYAUME-UNI	18 septembre 2000	17 juillet 2002
SUEDE	18 septembre 2000	9 janvier 2002

Cet accord entre en vigueur le 1^{er} mai 2003.

Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, inzake maatregelen en procedures voor de tenuitvoerlegging van de ACS-EG-Partnerschapsovereenkomst, en Bijlage, gedaan te Brussel op 18 september 2002

LIJST MET DE GEBONDEN STATEN

STATEN	ONDERTEKENING	KENNISGEVING
BELGIË	18 september 2000	17 maart 2003
DENEMARKEN	18 september 2000	3 juli 2001
DUITSLAND	18 september 2000	15 mei 2002
FINLAND	18 september 2000	15 februari 2002
FRANKRIJK	18 september 2000	7 september 2001
GRIEKENLAND	18 september 2000	31 oktober 2002
IERLAND	18 september 2000	29 mei 2002
ITALIË	18 september 2000	15 november 2002
LUXEMBURG	18 september 2000	17 oktober 2002
NEDERLAND	18 september 2000	20 december 2002
OOSTENRIJK	18 september 2000	16 juli 2002
PORTUGAL	18 september 2000	9 juli 2002
SPANJE	18 september 2000	19 juni 2002
VERENIGD KONINKRIJK	18 september 2000	17 juli 2002
ZWEDEN	18 september 2000	9 januari 2002

Dit akkoord treedt in werking op 1 mei 2003.